

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Champs de bataille du Proche-Orient – la guerre contre l'«Etat islamique» Analyses selon la théorie militaire et la géostratégie

par Jürgen Rose*



Jürgen Rose
(photo mad)

«La guerre n'est pas une solution» est une thèse souvent entendue et déclamée avec grande conviction, non seulement dans les cercles pacifistes mais également en sciences politiques. Dans ce contexte, la question du «sens» ou du «non-sens» de la lutte contre le «projet de construction d'un Etat djihadiste»¹ – en cours depuis plusieurs années sous l'étiquette «Etat islamique» (EI) – par le recours à la force mili-

taire semble hérétique. Si la guerre ne peut jamais représenter une solution, alors cela implique que tout acte militaire est a priori un non-sens. La simple question au sujet de l'utilité de l'usage de la force militaire engendre déjà la possibilité abstraite qu'une action militaire contre EI pourrait en fait représenter une solution. Dans quelle mesure et sous quelles conditions cela pourrait-il se justifier constitue l'objet de nos considérations émises ci-dessous.

Le point de départ de celles-ci est la thèse qu'une réponse à la question du sens ou du non-sens d'une activité militaire contre l'EI ne peut être déduite de prémisses théoriques, mais doit être fondée uniquement sur les conditions empiriques et concrètes de conflits. Concernant ce dernier point, il faut d'abord analyser de plus près le phénomène de l'«Etat islamique» (chapitre II de cet article). Puis, nous allons éclairer son rôle et sa fonction dans la stratégie globale de l'acteur principal dans la région «Grand Moyen-Orient», à savoir les Etats-Unis d'Amérique (chapitre II). Finalement, nous discuterons – dans le cadre de la question concernant le sens ou le non-sens d'un combat militaire contre l'EI – quelques implications prenant en compte des aspects géoéconomiques et géostratégiques (chapitre IV). Mais tout d'abord, il s'agit d'examiner de plus près la problématique fondamentale du sens ou

du non-sens de l'engagement des moyens de force militaire (chapitre I).

I Remarques concernant l'usage insensé ou sensé de l'armée

Si la qualification générale du recours à la force militaire comme étant insensé repose sur le fait incontestable qu'il est presque inéluctable que des personnes, donc des combattants et/ou des civils, peuvent être blessés, mutilés ou tués, cela est sans doute exact. Une telle vue des choses occulte cependant la question de la légitimité des actions militaires, notamment la question de savoir si un acteur militaire commet une agression violant le droit international ou bien s'il utilise individuellement ou collectivement la légitime défense, conformément au droit international. En outre, une telle affirmation semble être étrangement anhistorique et apolitique, si l'on tient compte notamment de l'histoire allemande dévastatrice dans le domaine de l'armée et de la guerre. En effet, suite aux résultats politiques atteints, autant les combats contre le terrible militarisme allemand que ceux contre l'impérialisme agressif japonais ne peuvent être qualifiés d'«insensés».

Si le reproche de l'absurdité de tout action militaire repose sur la réelle ou la présumée inefficacité d'actions militaires réelles, cela implique le danger d'une réduction de la perception du problème sur la seule dimension

militaire. Il s'agit justement d'éviter cela, car sinon on risque d'occulter indûment les perspectives politiques ou économiques de conflit. Cette problématique peut être illustrée de manière exemplaire à l'aide de l'analyse historique des diverses écoles de pensée allemandes dans le domaine de la stratégie militaire. L'une d'elles a été formée par les adeptes du maréchal et comte *Alfred von Schlieffen* (1833–1913), et l'autre par les partisans du général *Carl von Clausewitz* (1780–1831). Leurs points de vue spécifiques peuvent être décrits de la manière suivante:

Von Schlieffen – surévaluation fatale des aspects militaires

Schlieffen en tant que simple ouvrier de la guerre² – ou selon la terminologie de Clausewitz: en tant que grammairien de la guerre³ – pensait exclusivement en termes de limites étroites de la stratégie militaire appliquée. Il rejetait la primauté de la politique face à la guerre, tout comme *Guillaume II* l'avait exprimé: «Pendant la guerre, la politique se tait jusqu'à ce que la stratégie lui permette de reprendre la parole»⁴. La planification opérationnelle militaire de Schlieffen s'accomplissait en prenant en compte uniquement le point de vue militaire, sans aucune consultation des autorités politiques.⁵ Il est considéré comme

Suite page 2

Tir de sommation ou guerre mondiale?

Suite à l'attaque américaine, Willy Wimmer pointe une situation alarmante

Interview de Willy Wimmer accordée à Sputniknews



Willy Wimmer
(photo ef)

«Les Etats-Unis aspirent depuis 1990 à l'hégémonie mondiale.» C'est ce que nous rappelle Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat allemand au Ministère fédéral de la Défense et ancien président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. C'est pourquoi l'attaque américaine contre la Syrie ne le surprend pas. Dans une interview accordée à Sputniknews, il compte sur une réaction réfléchie de la part de la Russie.

Sputniknews: Monsieur Wimmer, les Etats-Unis attaquent l'armée syrienne luttant avec la Russie contre l'Etat islamique sur son territoire. Risquons-nous une escalade de violence internationale?

Willy Wimmer: Oui, au vu de cette action unilatérale et injustifiable des Etats-Unis, on doit être de cet avis. Des pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, ayant fait éclater la guerre en Syrie il y a six ans, ne respectent rien. Ils ne respectent pas même la Charte de l'ONU. Ils mènent des guerres selon la manière bien connue, c'est-à-dire suite à des conflits qu'ils ont eux-mêmes fomentés. On le sait dès le début de la guerre en Yougoslavie. Maintenant serait le moment propice à une rencontre entre le Président *Popovic* et le Président *Trump*. Car l'atmosphère ici est en train de s'aggraver. Les gens sont moroses, muets, taciturnes et soucieux. On retrouve une situation semblable à l'atmosphère décrite par les observateurs étrangers en l'Allemagne à l'aube de la Seconde

Guerre mondiale. Il en va de même pour de nombreuses personnes dans le monde entier, car le comportement à la Rambo du président américain place malheureusement une nouvelle fois le monde devant un fait accompli...

Le gouvernement fédéral s'est en tout cas – de manière peu surprenante – placé aux côtés de M. Trump et a salué l'attaque contre l'armée syrienne. Pensez-vous que la Chancelière n'avait pas d'autre choix? Où approuve-t-elle réellement cette intervention américaine?

Il faut prendre en compte que le gouvernement fédéral lui-même a de la peine à expliquer les activités allemandes, tout aussi illégales, sur le territoire national syrien – je pense aux avions Tornado de la Bundeswehr ayant récolté les données sur une école qui fut détruite par la suite. A mon avis, le gouvernement fédéral est actuellement soulagé qu'on puisse montrer du doigt les Etats-Unis, en étant lui-même pour le moment hors du focus de la discussion. D'autre part, il est assez bizarre qu'on se mette aux côtés du président américain, dont on avait, encore quelques heures auparavant vertement critiqué sa politique.

Vous dites donc clairement que cette offensive américaine n'était pas légitime. Y a-t-il à votre avis des réactions internationales adéquates?

Les Chinois l'ont déclaré très clairement: il est foncièrement inacceptable qu'un Etat, et notamment un membre de l'OTAN, se prépare à utiliser des armes chimiques. L'utilisation d'armes chimiques est la boîte de Pandore. Il existe une ligne rouge, voilà ce qu'ont exprimé les Chinois. Sinon, il y a aussi

des choses fabriquées artisanalement. Nous avons aussi vécu chez nous le hurlement de la presse occidentale concernant la prétendue attaque aux gaz toxiques dans la province d'Idlib. Toutefois, beaucoup de choses sont mises en scène. Nous sommes depuis des décennies enfoncés dans des conflits. Nous avons été suffisamment dupés par les médias occidentaux, de telle sorte qu'aujourd'hui plus personne n'accorde de crédit aux informations diffusées sur les chaînes *ARD*, *ZDF*, *CNN*, *BBC* et d'autres à ce sujet. Il semble évident que ces médias se mettent à la disposition du mensonge.

La Russie pense que des groupes syriens sont responsables de ces gaz chimiques. La confrontation entre la Russie et l'Occident s'endurcit. Quelle en est la signification pour le processus de paix en Syrie?

Naturellement rien de bon. Cependant, la situation dramatique actuelle offre justement l'occasion aux chefs d'Etat russe et américain de se rencontrer très rapidement. Car les soucis des populations concernant une guerre globale, une troisième guerre mondiale, sont justifiés. De nombreux observateurs attirent l'attention sur le fait que notre situation fatale actuelle rappelle beaucoup la crise de Cuba. Cela montre clairement, où nous en sommes. Il faut y mettre fin! Actuellement, l'occasion est bonne d'appeler à la raison.

Doit-on supposer qu'après l'intervention spontanée des Etats-Unis en Syrie, le Président américain poursuivra cette ligne également dans d'autres conflits et faut-il s'attendre à d'autres activités militaires américaines isolées?

Nous savons déjà que les Etats-Unis poursuivent, depuis la fin de la guerre froide, une nouvelle ligne conséquente: ils aspirent à l'hégémonie mondiale. Ils le disent ouvertement. Vous devez à l'occasion prendre connaissance des directives des présidents américains permettant à ces gens de mener des guerres. C'est le même schéma qu'on a vu en 1939. Cela montre clairement dans quel conflit sérieux nous nous trouvons. On ne peut que regarder avec respect vers Moscou, où siège un président réfléchi et pas un président imprévisible comme Trump. Il faut prendre en compte que de nombreux Etats peuvent se sentir provoqués par le comportement des Etats-Unis. C'est cela la réalité.

En résumé, Monsieur Wimmer, vous observez depuis longtemps déjà d'un œil critique la situation politique internationale. Peut-on comparer la situation actuelle à celle des débuts de la guerre d'Irak en 2003?

Je suis plus près de 1939 que de la guerre mensongère contre l'Irak en 2003. Depuis 1990, on ment à n'en pas finir. Sans distinction, si l'on parle de l'attaque de l'Irak ou de la Yougoslavie. C'est un schéma que l'on retrouve en politique extérieure américaine depuis l'explosion du «USS Maine» dans le port de La Havane en l'an 1898. Ce sont les événements auto-fabriqués sous une fausse bannière pour justifier l'attaque d'autres pays. Donc, soit nous arrêtons cela, soit nous allons nous retrouver dans une grande misère!

Source: <https://de.sputniknews.com/politik/20170407315244651-us-angriff-wimmer/> du 7/4/17; Interview Marcel Joppa

(Traduction Horizons et débats)

«Champs de bataille du Proche-Orient ...» suite de la page 1

le «prophète de la guerre d'extermination».⁶ La «destruction totale des forces ennemies»⁷ lui paraissait «la plus importante de toutes parmi les fins utiles pouvant être poursuivies en temps de guerre».⁸ Afin de réaliser ce qui à ses yeux représentait le seul but de la guerre,⁹ Schlieffen développa sa doctrine dogmatique de l'encerclement et de la bataille d'annihilation.¹⁰ Un aspect typique de sa pensée résidait dans le fait que l'attaque par l'encerclement, l'enfermement et de l'anéantissement des forces ennemies était la seule voie prometteuse de l'opération militaire, alors que la percée ou la défense ne pouvaient mener à la réussite.¹¹ Le résultat était une surestimation fatale de l'offensive militaire.¹² Parallèlement se répandit parmi les générations d'officiers d'état-major général allemands, influencés par la théorie de Schlieffen, l'erreur de pensée militaire typique se manifestant dans la croyance, «que la victoire sur le champ de bataille coïncidait avec la victoire de la guerre».¹³ Schlieffen représente incontestablement «le prototype d'un nouveau type de soldat apolitique, vivant uniquement pour son métier, sans aucun intérêt pour ce qui se passe en dehors de son étroit horizon technique».¹⁴

Clausewitz: les activités politiques et militaires sont entrelacées

Se situant diamétralement à l'opposé de Schlieffen, le stratège et philosophe militaire Clausewitz était un «logicien de la guerre».¹⁵ Il n'y a guère de circonstance illustrant mieux cela que son célèbre dicton selon lequel «la guerre n'est pas uniquement un acte politique, mais un véritable instrument politique, une continuation de l'échange politique, une réalisation de celui-ci par d'autres moyens».¹⁶ Et il y ajouta: «A l'aide de cette maxime, toute l'histoire des guerres devient compréhensible, sans elle, toute l'histoire est remplie de la plus grande absurdité.»¹⁷

Par conséquent, la primauté de la politique sur l'armée est catégorique et absolue, «car la politique a créé la guerre; elle est l'intelligence, la guerre n'est que l'instrument, et non vice versa.»¹⁸ Cela signifie, «qu'il ne peut y avoir une évaluation purement militaire d'une question stratégique ni un plan purement militaire pour sa solution».¹⁹ L'action politique et la gestion des opérations militaires sont inextricablement liées. La première et la plus importante question pour le stratège est celle du véritable but du recours à la violence militaire ou à la guerre, c'est-à-dire que toutes les mesures et les efforts militaires doivent se diriger vers ce but,²⁰ alors que pour Clausewitz, le but ultime de toute stratégie et de toute action militaire est la paix. Cette paix est cependant caractérisée par «l'imposition de sa propre volonté à l'ennemi»²¹ nécessitant, comme «véritable but des activités militaires»,²² son désarmement. La guerre doit être considérée comme acte politique, «un véritable instrument, dont l'utilisation reste dans une seule main. Cette main est incarnée par la politique. L'urgence du problème à résoudre décide de l'étendue de l'usage de la violence.»²³ Selon Clausewitz, il peut donc y avoir des guerres, «où le but est relativement minime, une simple menace, une négociation armée ou, en cas d'alliances, un simple acte de trompe-l'œil. Il serait totalement antiphilosophique d'affirmer que de telles guerres ne concernent plus l'art de la guerre. Aussitôt que l'art de la guerre se voit dans l'obligation d'admettre qu'il peut raisonnablement exister des guerres n'ayant pas comme but l'extrême, la victoire et la destruction de l'ennemi, alors il faut bien qu'il s'abaisse à accepter toutes les gradations possibles que l'intérêt de la politique peut exiger. La mission et le droit de l'art de la guerre face à la politique est avant tout d'empêcher que la politique exige des choses contraires à la nature de la guerre, que suite à son ignorance concernant les effets de l'instrument, elle se trompe en l'utilisant.»²⁴ En conséquence, il existe pour Clausewitz un spectre très différencié tant du mode de conflit –pouvant aller d'une simple situation d'observation mutuellement armée à la destruction militaire de l'ennemi²⁵ – que des diverses options d'opérations militaires, dont l'analyse peut le mener à la conclusion spécifique que l'attaque n'est pas la meil-

«Comme précédemment décrit, l'avènement de l'«Etat islamique» est une directe conséquence de la guerre d'agression étatsunienne contre l'Irak en 2003. Dès la planification de ce crime commis en violation du droit international, le vice-président américain *Dick Cheney* avait exprimé l'opinion qu'il s'agissait de bien plus que l'obtention de la tête de *Saddam Hussein*, qu'il «wants to use the end of Saddam's regime as a platform for wider reforms in the region». [«désirait utiliser la fin du règne de Saddam comme tremplin pour d'autres réformes dans la région»]. A partir de 2005, la ministre des Affaires étrangères d'alors *Condoleezza Rice* parla, en utilisant le terme de «Redirection», «de répandre un chaos créatif dans la région [...], afin de faire avancer le plan du président *Bush* pour un nouveau Moyen-Orient.»

leure forme de combat, mais la défense.²⁶ Contrairement à l'attaque, dont le but est la conquête, la défense signifie sécurisation et protection.

Prendre en compte les déterminantes géostratégiques et géoéconomiques

Suite à la comparaison précédente des deux écoles de pensées différentes concernant le sens ou le non-sens d'une action militaire contre l'EI, il ne suffit pas d'affirmer que le succès des opérations militaires mises en scène contre l'EI par la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, n'est guère perceptible et insuffisant. La continuité de l'existence de l'EI démontre visiblement le non-sens du recours à la force militaire et comporte le danger d'une argumentation allant dans le sens du modèle de pensée rétréci et militariste de l'école de Schlieffen.

Pour un jugement approprié concernant la véritable situation du conflit, il semble nécessaire de consulter l'approche différenciée de Clausewitz. Cela revient à prendre en compte la subordination de l'action militaire à la dimension politique en prenant en considération les déterminantes géostratégiques et géoéconomiques définissant le théâtre de guerre syro-irakien.

Par la suite, nous allons donc analyser le phénomène de l'«Etat islamique» (EI) en tant qu'acteur violent de premier ordre mais aussi en tant que destinataire de la contre-violence militaire.

II «Etat islamique» (EI): organisation terroriste, quasi-Etat ou califat?

L'«Etat islamique» (EI) représente un regroupement de musulmans sunnites avec des dizaines de milliers de membres. Il a été déclaré association terroriste par le Conseil de sécurité des Nations Unies par la *résolution SC/11495* du 28 juillet 2014. L'organisation terroriste contrôlait et contrôle toujours de grandes régions en Irak et en Syrie, où elle entretient un «califat» déclaré être un «projet d'Etat islamiste»²⁷ ou «djihadiste»,²⁸ voire un «projet de formation d'Etat».²⁹ En outre, elle est active dans divers autres Etats, notamment en Libye, où elle a proclamé un «Emirat», ainsi qu'au Nigéria, en Afghanistan, en Asie centrale, etc. et recrute des combattants dans le monde entier pour ses opérations bellicistes.

Dès 2004, l'organisation terroriste opère sous le nom d'«al-Qaïda en Irak» (AQI), dès 2007 sous «Etat islamique en Irak» (EII), de 2011 à juin 2014 sous «Etat islamique en Irak et en Syrie» (EIIIS), puis sous le nom «Etat islamique en Irak et au Levant» (EIIIL) ainsi que sous l'acronyme transcrit de l'arabe «Da'esh».

L'idée du califat – une manœuvre habile

Après la conquête militaire d'un grand territoire réuni en Syrie orientale et au Nord-ouest de l'Irak comprenant la métropole de Mossoul, l'organisation terroriste annonça le 29 juin 2014 la création d'un califat avec *Abu Bakr al-Baghdadi* comme «calife Ibrahim – commandant des croyants». Initialement, il est né à Samarra en Irak sous le nom d'*Ibrahim al-Badri*. Chez lui, il s'agit

d'un érudit islamique sans la qualification de théologien. Il a visité à Samarra et à Bagdad des séminaires islamiques et prétend posséder le diplôme d'une Haute Ecole islamique de Samarra.³⁰ Il aurait passé un ou deux ans dans la prison américaine Camp Bucca au Sud de l'Irak³¹ et y aurait noué ses contacts, là, où des djihadistes radicaux, des soldats et des officiers des services secrets étaient rassemblés dans des blocs de cellules – parmi eux dès 2004 pas moins de 17 des 25 membres du futur cadre de l'EI – et où des soldats expérimentés de l'armée irakienne ont été recrutés pour la lutte de l'EI. Le nom Abu Bakr choisi par al-Badri est symbolique parce qu'il provient d'un des premiers adeptes du prophète Mohammed qui, après la mort de celui-ci, a régné comme calife, c'est-à-dire comme successeur, sur la communauté des croyants. L'attribut al-Baghdadi fait référence au siège du califat du temps des Abbassides, qui avaient créé un empire mondial islamique. La symbolique du choix de ce nom rappelle l'exigence de l'EI, de reprendre la tradition d'époques anciennes, d'être désormais gardien de la vraie croyance et en même temps d'être le centre spirituel du monde islamique. «L'idée d'un califat était de ce fait une manœuvre habile, parce qu'elle donne aux sunnites radicalisés beaucoup plus de possibilités de se démarquer qu'al-Qaïda. ... al-Qaïda c'était le passé, l'EI incarne le présent et l'avenir.»³²

En 2003, une guerre d'agression menée par des vassaux serviles

Le berceau de l'EI se trouvait en Mésopotamie, région recouverte en 2003 d'une guerre d'agression criminelle par une coalition de vassaux serviles sous le commandement des Etats-Unis en violant massivement les droits de l'homme. La politique d'occupation qui s'en suivit était d'une bêtise, d'une ignorance et d'une absence de scrupules inconcevables envers le peuple irakien et sa culture. Le démantèlement des troupes combattantes et la dissolution en tout hâte de l'armée irakienne et de toutes les structures des partis et de l'Etat aboutirent rapidement dans une importante insurrection contre le régime d'occupation perdurant de 2003 à 2011. Celle-ci fut soutenue avant tout par le groupe ethnique des sunnites au pouvoir sous *Saddam Hussein* – alors que les islamistes radicaux devinrent rapidement la force dominante. Dès juin 2003, un groupe de combat d'environ 2000 hommes appelé «Communauté Tauhid et Djihad (JTT)» sous le commandement du jordanien *Abou Mousab al-Zarqaoui* se joignit à la résistance des groupes sunnites contre le régime d'occupation américain en Irak. Au début, le groupe terroriste était actif avant tout dans la province Anbar ainsi qu'à Divala et Bagdad et lutta de préférence par des attentats à la bombe, des prises d'otages et des meurtres contre les policiers, les soldats et surtout les chiites irakiens.³³ En octobre 2004, ce groupe s'associa à al-Qaïda et changea son nom en «Organisation de la base du djihad en Mésopotamie», connu sous «al-Qaïda en Irak (AQI)».

«Pour mettre en œuvre la stratégie de la «Redirection», on instrumentalisa, sous la direction des services secrets américains et au moyen des ressources financières de l'Arabie saoudite et des Etats du Golfe, des groupes aux orientations très diverses pour fragmenter l'Etat en Irak et provoquer une guerre civile en Syrie.»

H. Clinton: «Une partie de ce que nous combattons actuellement a été créé par les Etats-Unis.»

Le lieu de naissance du groupe terroriste d'origine était situé dans l'Hindou Kouch. Plusieurs décennies plus tôt, lors de la guerre soviétique-afghane, ces combattants «faisait déjà partie d'une opération masquée de la CIA, préparée sous le gouvernement *Carter* et ayant pour but le financement et le soutien actif de groupes de combats islamistes, qui devinrent par la suite tristement célèbres sous le nom d'al-Qaïda.»³⁴ Ce ne fut personne d'autre qu'*Hillary Rodham Clinton*, à ce moment secrétaire d'Etat des Etats-Unis qui déclara sans détour – le 7 novembre 2010, côte à côte avec le ministre de la guerre *Robert Gates*, lors d'une interview dans le cadre de l'émission «ABC's Nightline» à Melbourne (Australie) – que c'était les Etats-Unis eux-mêmes qui avaient créé et soutenu l'organisation terroriste d'*Osama bin Laden*. Elle déclara textuellement: «Une partie de ce que nous combattons actuellement a été créé par les Etats-Unis. Nous avons créé les troupes de moudjahidine contre l'Union soviétique. Nous les avons formées, nous les avons armées, et nous les avons financées, y compris un certain *Osama bin Laden*.»³⁵

Plus de la moitié des combattants d'al-Nosra a rejoint les troupes d'al-Baghdadi

Après qu'al-Zarqaoui, le responsable de la filiale irakienne, ait été tué en juin 2006 suite à un raid aérien ciblé forces américaines, AQI proclama, après l'intégration de plusieurs petits groupes de résistants, en octobre 2006 la création d'une nouvelle organisation appelée «Etat islamique en Irak» (EII). Le financement de cette organisation terroriste fut principalement garanti par l'Arabie saoudite, le Qatar et d'autres monarchies du Golfe.³⁶ En raison de leur brutalité sans merci liée à des massacres dévastateurs, ainsi que de la création de puissantes milices tribales sur la base de versements d'énormes sommes d'argent par les forces d'occupation américaines, l'EII sombra fin 2010 dans une crise existentielle.³⁷ En mai 2010, Abu Bakr al-Baghdadi reprit le commandement des cellules éclaircies de l'EII. Au cours du dit «printemps arabe», de nombreux anciens commandants des forces armées de *Saddam Hussein* se rallièrent dès 2011 à l'EII, ce qui lui redonna sa force de combat. En outre, «la composition personnelle devint toujours plus internationale suite au financement et au recrutement saoudien».³⁸ Par la suite, l'EII continua sa lutte contre les shiites en Irak et le gouvernement de *Nouri al-Maliki*. «Lorsque parallèlement la résistance armée contre Assad en Syrie s'accéléra, al-Baghdadi y créa fin 2011 l'organisation terroriste *Jabhat al-Nosra* sous le commandement du Syrien *Abou Mohammad al-Joulani*. [...] Au début, on dissimula pour de bonnes raisons la proximité de l'EII et d'al-Qaïda: ces deux organisations irakiennes n'étaient guère appréciées par les Syriens.»³⁹ Jusqu'en 2013, *Jabhat al-Nosra*

Suite page 3

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH640900000877484856

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Et ils souhaitent toujours la victoire ...

Pour quelles raisons la paix est absente en Syrie

par Karl Müller

Une fois de plus, le pouvoir prime sur le droit. Le texte ci-dessous a été écrit la veille de l'attaque menée par l'armée américaine contre la Syrie quand se dessinait déjà ce qui allait réellement se produire 24 heures plus tard. Le nouveau président américain s'est donc, lui aussi, décidé à poursuivre la tradition funeste de la politique belliciste des Etats-Unis, en violation du droit international. Reste à savoir ce qui l'a amené à rompre la promesse faite durant sa campagne électorale. La responsabilité et les conséquences potentielles de cette décision n'incombent qu'à lui. Le fait que la campagne de dénigrement contre Donald Trump – ayant prévalu pendant des mois – s'arrête au moment où il a du sang sur les mains et que les va-t'en-guerre états-uniens, tel John McCain et les «leaders» d'autres pays membres de l'OTAN tels le président français et la chancelière allemande se «solidarisent» avec le président américain, est carrément pervers. – Quelle triste «communauté des valeurs» et quel triste état du monde actuel. – Cependant, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de tout entreprendre pour empêcher une extension de la guerre.

A nouveau, le gouvernement syrien est accusé d'avoir perpétré une attaque au gaz toxique contre la population civile dans un territoire occupé par des «rebelles». Dans la guerre par procuration en Syrie, le public est habitué à être confronté à des inculpations prononcées sans preuves, comme c'est à nouveau le cas dans la situation actuelle.

«Il faut peu de choses pour créer et renforcer une image négative d'autrui. Que faire alors? Une réponse possible pourrait être de poser les bonnes questions. Se méfier des déclarations officielles et de suivre les écrits médiatiques de façon critique. Elles illuminent au mieux la partie visible de l'iceberg. La Syrie n'est qu'une des histoires intemporelles traitant d'injustice, de souffrance et des gouffres humains. Pourquoi ne pas renoncer à la logique

du pouvoir et de la dominance et de nous penser différemment, en prenant en compte toutes personnes dotées de bonne volonté? Peut-être faut-il réellement un changement de conscience fondamental, une prise de conscience qu'il n'y a pas d'autre choix que de prendre nous-mêmes notre avenir en main.»

Michael Lüders, *Die den Sturm ernten. Wie der Westen Syrien ins Chaos stürzte*, 2017, p. 169

La question primordiale, est de savoir pourquoi non seulement la grande majorité des médias occidentaux reprennent ces reproches, mais unanimement aussi les dirigeants politiques européens. S'il ne s'agit pas de constater et d'évaluer des faits prouvés, de quoi s'agit-il alors? Pourquoi s'enfoncer à nouveau dans la propagande? Pourquoi ne pas apaiser la situation au lieu de l'aggraver?

Pourquoi ces accusations immédiates?

Pour apaiser la situation, il aurait été normal d'exiger un examen honnête et approfondi de l'événement sans accusations prématurées. Mais cela n'a pas eu lieu, du moins de la part des dirigeants occidentaux. Le fait que le nouveau gouvernement américain semble se placer à la tête de ce mouvement est alarmant. Il a les moyens militaires d'intervenir massivement en Syrie et contre le gouver-

nement syrien. Personne ne sait quelles en seraient les conséquences. Il est extrêmement préoccupant pour nous tous d'entendre que le président américain aurait «changé d'attitude envers le chef d'Etat Assad», que le gouvernement syrien ait franchi des «lignes rouges» et que les Etats-Unis agiraient même sans l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU, donc en violant le droit international. Il semble évident que les agitateurs et les va-t'en-guerre s'imposent à nouveau à Washington.

«Dans la guerre, la vérité est la première victime»

Tout le monde sait que dans une situation pareille à celle d'aujourd'hui, où l'on mène une guerre par procuration en Syrie (et pas seulement là), le son des tambours de guerre augmente. Et donc, il va de soi, que la phrase «Dans la guerre, la vérité est la première vic-

time.» gagne en importance. Ce n'est pas une parole abstraite, car pour la Syrie, les preuves sont multiples, à nouveau dans l'ouvrage de Michael Lüders: «Die den Sturm ernten. Wie der Westen Syrien ins Chaos stürzte» (2017, ISBN 978-3-406-70708-3). L'auteur présente les énormes enjeux de la guerre en Syrie, et comment pour les «commanditaires» tous les moyens sont bons pour remporter la victoire – même si elle semblait s'être fortement éloignée. Ces «commanditaires» étaient et demeurent toujours et encore dans des positions dirigeantes aux Etats-Unis et dans les pays alliés.

Un quotidien allemand, la «Landeszeitung» de Lüneburg, – une des rares exceptions parmi les médias – a écrit le 5 avril: «Une attaque au gaz sarin menée contre des positions individuelles des «rebelles» ne rapproche Assad en rien d'une victoire militaire – d'autant moins après le retrait partiel des forces militaires russes. Cependant, le calcul des rebelles pourrait être qu'un crime de guerre incriminé au régime d'Assad pourrait renforcer la détermination de ses adversaires en Occident.» Cela pourrait inciter bon nombre de citoyens à réfléchir.

Cependant: les gouvernements occidentaux ont certainement déjà davantage d'informations, et leur politique n'est influencée ni par les médias ni par les «rebelles» syriens. S'ils se joignent au maître-chanteur, alors on ne peut en tirer qu'une conclusion: Ils veulent la victoire coûte que coûte – et pour cela, il faut relancer la guerre ...

«Champs de bataille du Proche-Orient ...» suite de la page 2

devint la troupe guérilla la plus combattante dans la guerre civile syrienne. En avril 2013, al-Baghdadi jugea nécessaire de clarifier que Jabhat al-Nosra n'était en somme rien d'autre qu'une filiale de son EII et demanda donc à al-Joulani de prêter publiquement serment d'allégeance, ce que celui-ci refusa. En lieu et place, il préféra déclarer son allégeance à Ayman al-Zawahiri, le successeur dans le commandement d'al-Qaïda après le meurtre d'Oussama ben Laden en mai 2011. Al-Zawahiri exigea d'al-Baghdadi de ne pas regrouper l'EII opérant en Irak et le Jabhat al-Nosra syrien – résolution refusée par celui-ci. Là-dessus, al-Zawahiri exclut officiellement al-Baghdadi d'al-Qaïda en janvier 2014 ce qui mena al-Baghdadi à rompre avec al-Qaïda et à qualifier al-Joulani d'apostat. «Plus de la moitié des combattants d'al-Nosra quittèrent par la suite Joulani, pour porter allégeance à al-Baghdadi.»⁴⁰ Par la suite, outre les régions irakiennes, le Nord-Est de la Syrie, Raqqa et la vallée de l'Euphrate tombèrent sous le contrôle d'al-Baghdadi. Désormais, il nomma son organisation terroriste d'abord «Etat islamique en Irak et en Syrie» (EIIIS), puis «Etat islamique en Irak et au Levant» (EIIIL), avant de proclamer – après la conquête de Mossoul le 29 juin 2014 – le califat et de le nommer définitivement «Etat islamique», donc EI.

L'Etat islamique n'est pas qu'une milice terroriste, mais aussi une organisation de domination

Concernant l'Etat islamique, il ne s'agit pas simplement d'une milice terroriste. Cette caractérisation répandue dans les médias est une banalisation.⁴¹ En réalité, il s'agit d'une organisation de domination contrôlant par moments un tiers de la Syrie et de l'Irak. On y compte environ huit millions d'habitants et l'EI, le prétendu califat, y exerce en fait des fonctions étatiques.⁴² L'administration compte des dizaines de milliers de fonctionnaires, outre des juristes, des juges, des ingénieurs et des médecins, tous fort bien rémunérés.⁴³ L'EI rend sa propre justice, de façon barbare, voire totalitaire, s'appuyant sur le droit islamique extrême. Il lève des impôts, recrute des soldats, extrait et exporte du pétrole. Il s'occupe aussi de fournir les marchés et de maintenir la production d'électricité. A mi-novembre 2014, l'EI a fait savoir son intention d'introduire

sa propre monnaie reposant sur des pièces en or et en argent. Les neuf provinces de l'EI possèdent leur propre budget, les régions pauvres bénéficiant d'une péréquation financière.⁴⁴ Un système social a été mis en place pour les familles des combattants tués ou emprisonnés. Il existe des soupes populaires pour les pauvres et des soutiens pour les nécessiteux. Dans les régions contrôlées par l'EI, les écoles sont ouvertes. Pour l'enseignement, l'organisation édite ses propres manuels scolaires⁴⁵ et le fonctionnement universitaire continue.

L'Etat islamique relèverait-il du droit international?

A l'opposé d'autres projets de formation étatique, l'«Etat islamique» ne tente pas d'obtenir une reconnaissance diplomatique ou d'être accepté comme membre des Nations Unies, du fait qu'il récuse énergiquement le système étatique international.⁴⁶ Néanmoins, il est important de s'interroger sur le caractère étatique de l'EI, étant donné que la légitimation par le droit international du recours à la force militaire contre lui repose sur la Charte des Nations Unies et du droit humanitaire, puisque ces réglementations supposent dans le cas d'un conflit international armé que les parties belligérantes soient des Etats selon le droit international – ce qui n'est pas le cas pour des organisations criminelles, voire terroristes.⁴⁷

III Remarques concernant le rôle et la fonction de l'EI dans le cadre de la géostratégie américaine

La présentation des fondements géostratégiques et géoéconomiques de la politique des Etats-Unis dans le système international, tels qu'ils sont décrits par *Halford Mackinder* dans «Heartland Theory»⁴⁸ ou par *Alfred Thayer Mahan* dans «Influence of Sea Power Upon History»,⁴⁹ serait, à ce point, très utile, mais elle dépasserait le cadre de cet article. Nous allons donc nous limiter par la suite à la région du Moyen- et du Proche-Orient.⁵⁰ Comme précédemment décrit, l'avènement de l'«Etat islamique» est une directe conséquence de la guerre d'agression étatsunienne contre l'Irak en 2003. Dès la planification de ce crime commis en violation du droit international, le vice-président américain *Dick Cheney* avait exprimé l'opinion qu'il s'agissait de bien plus que l'obtention de la tête de Saddam Hussein, qu'il «wants to use the end of Saddam's regime as a platform for wider reforms in the region».⁵¹ [«désirait utiliser la fin du règne de Saddam comme tremplin pour d'autres réformes dans la région», traduction de toutes les citations anglaises par *Horizons et débats*].

C. Rice – «repandre un chaos créatif afin de faire avancer le Moyen-Orient»

A partir de 2005, la ministre des Affaires étrangères d'alors *Condoleezza Rice* parla,

«Fait remarquable pour un membre de l'establishment militaire supérieur, au début de l'année passée, l'ancien général quatre étoiles mettait sur papier le fait que l'EIIIL avait été créé et financé par «les plus proches alliés» des Etats-Unis. Il disait littéralement: «ISIS got started through funding from our friends and allies. People will tell you in the region that if you want somebody who will fight to the death against Hezbollah, you don't put out a recruiting poster saying «sign up for us we're gonna make a better world.» You go after zealots and you go after these religious fundamentalists. That's who fights Hezbollah. It's like a Frankenstein.» [L'EIIIL fut créé grâce au financement par nos amis et alliés. Les gens de la région te diront, si tu cherches quelqu'un luttant jusqu'à la mort contre le Hezbollah, vous ne devez pas faire une affiche de recrutement disant «inscris-toi pour faire avec nous un monde meilleur». Vous chercherez plutôt des fanatiques et des fondamentalistes religieux. Ce sont eux qui combattent le Hezbollah. C'est comme le monstre de Frankenstein.]]»

en utilisant le terme de «Redirection»,⁵² «de répandre un chaos créatif dans la région [...], afin de faire avancer le plan du président *Bush* pour un nouveau Moyen-Orient».⁵³ Devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, elle annonça en janvier 2005 «that there is a new strategic alignment in the Middle East separating «reformers» and «extremists»; she pointed to the Sunni states as centers of moderation, and said that Iran, Syria, and Hezbollah were «on the other side of that divide.» [...] Iran and Syria, she said, «have made their choice and their choice is to destabilize.»⁵⁴ [«l'existence d'un nouvel alignement stratégique au Moyen Orient entre les «réformistes» et les «extrémistes». Elle désigna les Etats sunnites comme étant des centres de modération, et désigna l'Iran, la Syrie et le Hezbollah «comme se trouvant de l'autre côté de la frontière». (...) L'Iran et la Syrie, dit-elle, «ont choisi et leur choix est la déstabilisation.»] Cette stratégie d'un nouvel ordre avait pour but de provoquer des affrontements entre les groupes religieux sunnites et chiites, renforçant ces anciens affrontements séculaires dans le but de tirer de ce conflit sectaire, le profit optimal dans les intérêts des Etats-Unis. En 2008, une étude élaborée pour l'armée américaine par le think-tank américain *RAND Corporation* renforça à nouveau cette stratégie perfide. On y recommande que les Etats-Unis «could also choose to capitalize on the «Sustained Shia-Sunni Conflict» trajectory by taking the side of the conservative Sunni regimes against Shiite empowerment movements in the Muslim world.»⁵⁵ [«pourraient se décider à tirer profit d'une «longue lutte entre les sunnites et les chiites» en se plaçant du côté du régime sunnite conservateur contre un possible gain de pouvoir des chiites dans le monde musulman.»] Afin de réduire le pouvoir et l'influence de l'Iran dans la région du Golfe, il faudrait que «US leaders [...] decide to concentrate, in the short term, on shoring up the traditional Sunni regimes in Saudi Arabia, Egypt, and Pakistan as a way of containing Iranian power and influence in the Middle East and Persian Gulf.»⁵⁶ [«les dirigeants américains (...) décident à brève échéance de concentrer leurs forces pour renforcer les régimes sunnites traditionnels en Arabie saoudite, en Egypte et au Pakistan afin de limiter le pouvoir iranien et son influence au Moyen-Orient et dans le golfe Persique.»]

«Champs de bataille du Proche-Orient ... »
suite de la page 3

Instrumentaliser les groupes islamistes très diversifiés

Pour mettre en œuvre la stratégie de la «Redirection», on instrumentalisa, sous la direction des services secrets américains et au moyen des ressources financières de l'Arabie saoudite et des Etats du Golfe, des groupes aux orientations très diverses pour fragmenter l'Etat en Irak et provoquer une guerre civile en Syrie.⁵⁷ C'est ainsi que le rapport de la RAND Corporation déjà évoqué constate qu'en ce temps déjà «in Iraq such a strategy is being used at the tactical level, as the United States [...] forms temporary alliances with nationalist insurgent groups [...] by exploiting the common threat that al-Qaida [...] poses [...] and providing carrots in the form of weapons and cash.»⁵⁸ [«(...) en Irak, on utilisait une telle stratégie au niveau tactique, afin de permettre aux Etats-Unis (...) de conclure des alliances à court terme avec des groupes rebelles nationalistes (...) – en profitant de la menace généralisée représentée par (...) Al-Qaïda – en leur offrant une incitation sous forme d'armes et d'argent.»]

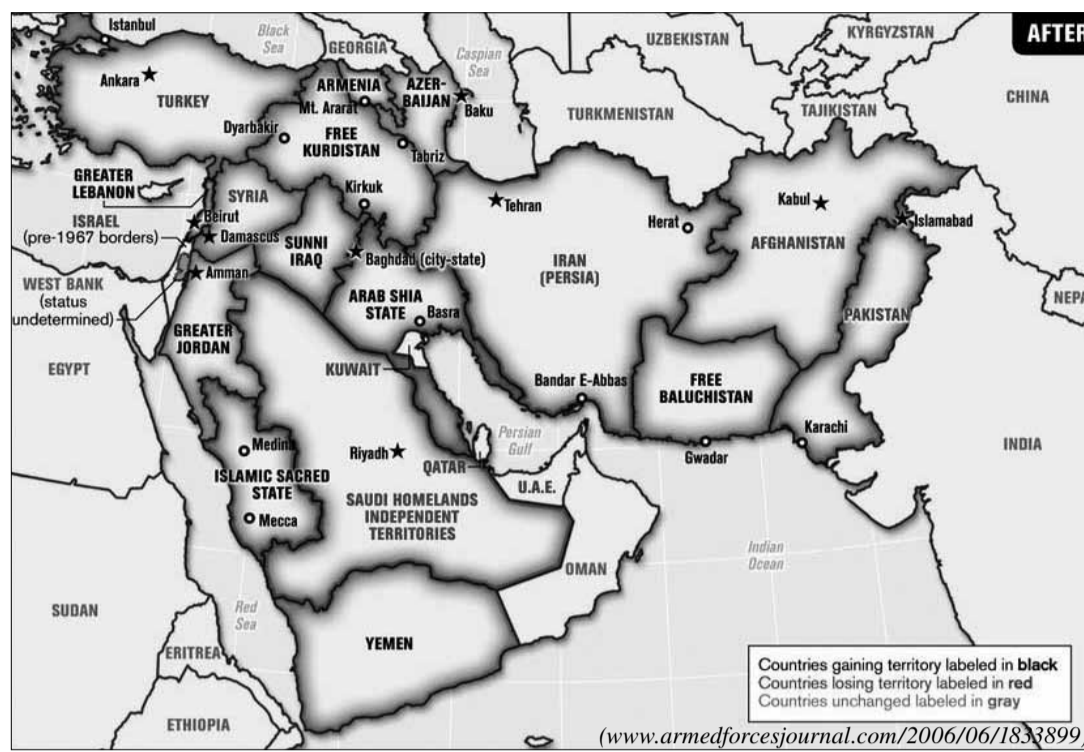
«Blood Borders» – une analyse froidement effectuée, partiale et basée sur la violence

C'est l'analyste militaire et colonel lieutenant de l'armée des Etats-Unis *Ralph Peters* qui montra au monde comment on devait s'imaginer le résultat de cette politique de nouvel ordre à la manière des Etats-Unis pour la région du «Greater Middle East» (Moyen-Orient élargi), dans le «Armed Forces Journal» sous le titre parlant de «Blood Borders».⁵⁹ Il dessina des frontières complètement nouvelles pour la «région entre le Bosphore et l'Indus» pour des Etats à définir selon des critères d'appartenance ethnique et religieuse. La base de son scénario horrifiant est une analyse froidement effectuée, partiale et basée sur la violence: «Correcting borders to reflect the will of the people may be impossible. For now. But given time – and the inevitable attendant bloodshed – new and natural borders will emerge. Babylon has fallen more than once. Meanwhile, our men and women in uniform will continue to fight for security from terrorism, for

the prospect of democracy and for access to oil supplies in a region that is destined to fight itself. The current human divisions and forced unions between Ankara and Karachi, taken together with the region's self-inflicted woes, form as perfect a breeding ground for religious extremism, a culture of blame and the recruitment of terrorists as anyone could design. Where men and women look ruefully at their borders, they look enthusiastically for enemies. From the world's oversupply of terrorists to its paucity of energy supplies, the current deformations of the Middle East promise a worsening, not an improving, situation. In a region where only the worst aspects of nationalism ever took hold and where the most debased aspects of religion threaten to dominate a disappointed faith, the U.S., its allies and, above all, our armed forces can look for crises without end.»⁶⁰ [«Rectifier les frontières de telle sorte qu'elles soient le reflet de la volonté des peuples est impossible. Avec le bain de sang inévitablement lié – de nouvelles frontières naturelles apparaîtront. Babylone est tombée plus d'une fois. Entre temps, nos hommes et femmes en uniforme continueront à lutter pour la sécurité face au terrorisme, pour la perspective de la démocratie et l'accès aux sources du pétrole dans une région destinée à s'auto-guerroyer. Les divisions humaines actuelles et les unions forcées entre Ankara et Karachi, en plus des maux auto-infligés de la région, représentent un terrain idéal pour l'extrémisme religieux, une culture de la haine et le recrutement de terroristes – on ne pourrait mieux l'inventer. Là, où des hommes et des femmes ont le regard amer sur leurs frontières, ils cherchent des ennemis avec enthousiasme. Vu le trop de terroristes au monde et le manque en ressources énergétiques, les bouleversements actuels au Moyen-Orient vont en s'empirant, et non en s'améliorant. Dans une région, où seuls les pires éléments du nationalisme ont pris le dessus et où menacent les plus bas instincts religieux promettant dominer la foi déçue, les Etats Unis, ses alliés et, avant tout, nos forces armées s'attendent à des crises sans fin.»]

Paul Wolfowitz, Dick Cheney, Donald Rumsfeld: des criminels gouvernementaux

Le fait que les réflexions décrites ci-dessus n'étaient nullement une simple fiction fut



«C'est l'analyste militaire et lieutenant colonel de l'armée des Etats-Unis *Ralph Peters* qui montra au monde comment on devait s'imaginer le résultat de cette politique de nouvel ordre à la manière des Etats-Unis pour la région du «Greater Middle East» (Moyen-Orient élargi), dans le «Armed Forces Journal» sous le titre parlant de «Blood Borders». Il dessina des frontières complètement nouvelles pour la «région entre le Bosphore et l'Indus» pour des Etats à définir selon des critères d'appartenance ethnique et religieuse. La base de son scénario horrifiant est une analyse froidement effectuée, partiale et basée sur la violence.»

confirmé une année plus tard par le général quatre étoiles et ancien commandant en chef de l'OTAN, *Wesley Clark*. Ce dernier dévoila qu'en l'année 1991 *Paul Wolfowitz*, à l'époque secrétaire d'Etat au Pentagone, lui avait déjà parlé, à l'occasion d'une rencontre personnelle, des plans de guerre des Etats-Unis pour renverser les «régimes clients soviétiques» en Syrie, en Iran et en Irak.⁶¹ Quelques semaines après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, un général de l'état-major unifié des Etats-Unis (JCS) lui montra un mémorandum du ministre de la défense d'alors *Donald Rumsfeld*, dans lequel les plans de guerre globaux des Etats-Unis étaient brièvement décrits. Selon *Clark*, son camarade lui dit à l'époque: «This is a memo that describes how we're going to take out seven countries in five years, starting with Iraq, and then Syria, Lebanon, Libya, Somalia, Sudan and, finishing off, Iran.» [«Ceci est un mémorandum décrivant comment nous éliminerons sept pays au cours de cinq ans, en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran.»] Le général en retraite et vétéran du Vietnam résuma lors d'une réunion du Commonwealth Club à San Francisco: «Notre pays était tombé dans les mains d'un groupe d'hommes, Paul Wolfowitz, Dick Cheney, Donald Rumsfeld et d'autres, voulant déstabiliser le Moyen-Orient, le plonger dans le chaos et le soumettre à notre contrôle.»⁶² Et ces criminels gouvernementaux ne rechignèrent même pas de soutenir le terrorisme, car, selon *Clark*: «[...] we are supporting terrorist groups, apparently, who are infiltrating and blowing up things inside Iraq – Iran. And if we're not doing it, let's put it this way: we're probably cognizant of it and encouraging it.»⁶³ [«(...) il semble que nous soutenions des groupes terroristes infiltrant l'Irak et l'Iran pour y faire exploser la situation. Et si nous ne le faisons pas nous-mêmes, nous savons ce qui se passe et nous les encourageons.»]

«L'EIIL a été créé par les plus proches alliés» des Etats Unis

Fait remarquable pour un membre de l'établissement militaire supérieur, au début de l'année passée, l'ancien général quatre étoiles mettait sur papier le fait que l'EIIL avait été créé et financé par «les plus proches alliés» des Etats-Unis.⁶⁴ Il disait littéralement: «ISIS got started through funding from our friends and allies. People will tell you in the region that if you want somebody who will fight to the death against Hezbollah, you don't put out a recruiting poster saying <sign up for us

we're gonna make a better world.> You go after zealots and you go after these religious fundamentalists. That's who fights Hezbollah. It's like a Frankenstein.»⁶⁵ [«L'EIIL fut créé grâce au financement par nos amis et alliés. Les gens de la région te diront, si tu cherches quelqu'un luttant jusqu'à la mort contre le Hezbollah, vous ne devez pas faire une affiche de recrutement disant <inscris-toi pour faire avec nous un monde meilleur. Vous cherchez plutôt des fanatiques et des fondamentalistes religieux. Ce sont eux qui combattent le Hezbollah. C'est comme le monstre de Frankenstein.»]

Nous ne savons pas si *Wesley Clark*, pour son appréciation, a été influencé par un rapport («Information Report») du Service secret militaire des Etats-Unis (DIA, Defense Intelligence Agency)⁶⁶ du 12 août 2012. Mais il est certain qu'à ce moment l'administration des Etats-Unis devait parfaitement bien savoir quel chemin prenait l'évolution sur les champs de bataille au Nord-Est de la Syrie et au Nord-Ouest de l'Irak.⁶⁷ Les connaissances principales du DIA étaient les suivantes:⁶⁸

- «Les connaissances principales du DIA étaient les suivantes:
- «The Salafist, the Muslim Brotherhood, and AQI are the major forces driving the insurgency in Syria.» [«Les salafistes, les Frères musulmans et AQI sont les forces principales contribuant à faire avancer l'insurrection en Syrie.»]
- «AQI supported the Syrian opposition from the beginning.» [«AQI a appuyé l'opposition en Syrie depuis le début»]
- «AQI conducted a number of operations in several Syrian cities under the name of Jaish al Nusra (Victorious Army), one of its affiliates.» [«AQI a conduit une série d'opérations dans plusieurs villes syriennes sous le nom de Jaish al Nusra (armée victorieuse), une de ses alliées.»]
- «Internally, events are taking a clear sectarian direction.» [«A l'intérieur, les événements vont dans une direction clairement sectaire.»]
- «If the situation unravels, there is the possibility of establishing a declared or undeclared Salafist Principality in eastern Syria (Hasaka and Der Zor), and this is exactly what the supporting powers to the opposition want, in order to isolate the Syrian regime, which is considered the strategic depth of the Shia expansion (Iraq and Iran).» [«Au moment où la situation se démêlera, il y aura la possibilité de créer une principauté salafiste déclarée ou non déclarée à l'Est de la Syrie (Hasaka et Der Zor). C'est exactement ce que veulent les forces soutenant l'opposition pour isoler le régime syrien, considéré comme étant l'appui stratégique de l'expansion chiïte (Irak et Iran).»]
- «This creates the ideal atmosphere for AQI to return to its old pockets in Mosul and Ramadi [...] EII could also declare an Islamic State through its union with other terrorist organizations in Iraq and Syria, [...]» [«Ceci crée le climat idéal pour AQI pour rentrer dans ses anciennes poches territoriales à Mossoul et Ramadi (...) l'EII pourrait aussi proclamer un «Etat islamique» grâce à ses liens avec d'autres organisations terroristes en Irak et en Syrie (...).»]

- «The Salafist, the Muslim Brotherhood, and AQI are the major forces driving the insurgency in Syria.» [«Les salafistes, les Frères musulmans et AQI sont les forces principales contribuant à faire avancer l'insurrection en Syrie.»]
- «AQI supported the Syrian opposition from the beginning.» [«AQI a appuyé l'opposition en Syrie depuis le début»]
- «AQI conducted a number of operations in several Syrian cities under the name of Jaish al Nusra (Victorious Army), one of its affiliates.» [«AQI a conduit une série d'opérations dans plusieurs villes syriennes sous le nom de Jaish al Nusra (armée victorieuse), une de ses alliées.»]
- «Internally, events are taking a clear sectarian direction.» [«A l'intérieur, les événements vont dans une direction clairement sectaire.»]
- «If the situation unravels, there is the possibility of establishing a declared or undeclared Salafist Principality in eastern Syria (Hasaka and Der Zor), and this is exactly what the supporting powers to the opposition want, in order to isolate the Syrian regime, which is considered the strategic depth of the Shia expansion (Iraq and Iran).» [«Au moment où la situation se démêlera, il y aura la possibilité de créer une principauté salafiste déclarée ou non déclarée à l'Est de la Syrie (Hasaka et Der Zor). C'est exactement ce que veulent les

«Champs de bataille du Proche-Orient ... »
suite de la page 4

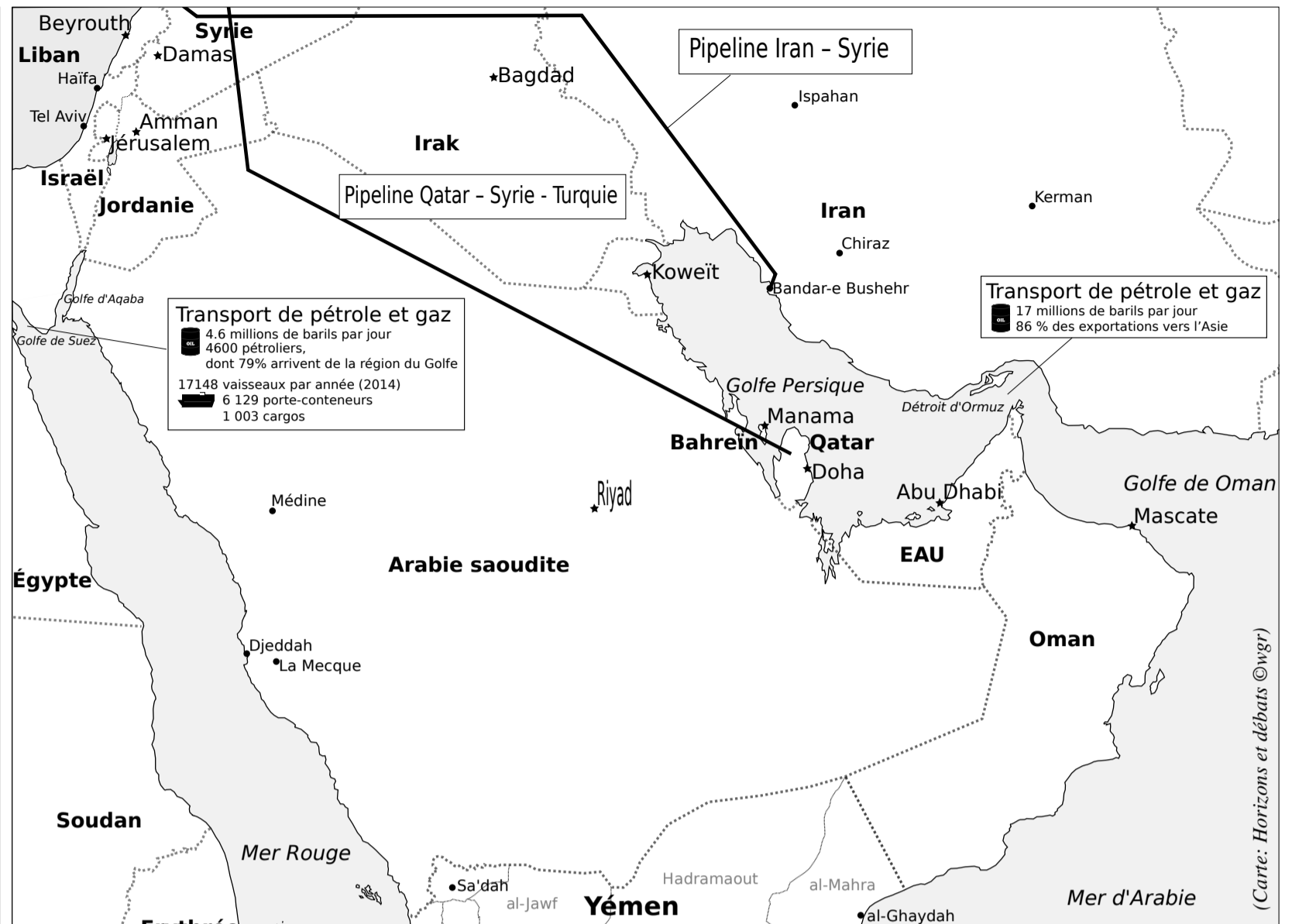
forces soutenant l'opposition pour isoler le régime syrien, considéré comme étant l'appui stratégique de l'expansion chiite (Irak et Iran).»]

– «This creates the ideal atmosphere for AQI to return to its old pockets in Mosul and Ramadi [...] EII could also declare an Islamic State through its union with other terrorist organizations in Iraq and Syria, [...]» [«Ceci crée le climat idéal pour AQI pour rentrer dans ses anciennes poches territoriales à Mossoul et Ramadi (...) l'EII pourrait aussi proclamer un «Etat islamique» grâce à ses liens avec d'autres organisations terroristes en Irak et en Syrie (...).»]

«Changement de régime mis en scène dès le début»

Alors que dans le monde occidental, les grands médias monopolisés continuent à pérorer sur le prétendu soulèvement populaire pacifique syrien, inspiré uniquement par les aspirations à la liberté et à la démocratie, ce document secret illustre en toute évidence qu'à Damas, il s'agissait, en réalité, de tout autre chose: dès le début, d'un «changement de régime» violent, mis en scène par des groupes extrémistes islamiques, agissant de manière terroriste.⁶⁹ Un autre document instructif, venant de Riad et vraisemblablement rédigé début 2012, confirme que pour atteindre leur but l'Occident et ses alliés étaient prêts à utiliser tous les moyens.⁷⁰ Face aux meilleures chances de survie du gouvernement Assad, suite à l'intervention russe, l'Arabie saoudite, un des instigateurs majeurs de la guerre contre la Syrie, craignait que «the situation will reach a high degree of danger for the Kingdom, which must seek by all means available and all possible ways to overthrow the current regime in Syria.»⁷¹ [«la situation sera fortement dangereuse pour le Royaume qui, à l'aide de tous les moyens à disposition et par n'importe quelles voies, doit tenter de renverser le régime syrien actuel.»]

Peu de temps après, le rapport de la DIA mentionné ci-dessus prouve que précisément ceci s'était passé, et que «US intelligence predicted the rise of the Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL or ISIS), but instead of clearly delineating the group as an enemy, the report envisions the ter-



ror group as a US strategic asset»⁷² [«les services secrets américains avaient prédit l'avènement de l'organisation «Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL)», mais au lieu de désigner clairement cette organisation comme un groupe ennemi, le rapport qualifie ce groupe terroriste comme un atout stratégique des Etats-Unis.]] Cela signifie en réalité que les Etats-Unis (et leurs alliés occidentaux) espéraient la création d'un fief salafiste en Syrie orientale.⁷³ John Bolton, ancien ambassadeur américain auprès de Nations Unies, membre du «Project of a New American Century» et un des architectes de la deuxième guerre du Golfe, exigea: «I think our objective should be a new Sunni state out of the western part of Iraq, the eastern part of Syria run by moderates

or at least authoritarians who are not radical Islamists. What's left of the state of Iraq, as of right now, is simply a satellite of the Ayatollahs in Tehran. It's not anything we should try to aid.»⁷⁴ [«Je pense que notre objectif devrait être la création d'un nouvel Etat sunnite, composé de la partie occidentale de l'Irak et de la partie orientale de la Syrie, dirigé par des groupes modérés, voire autoritaires, sans être des islamistes radicaux. Ce qui restera de l'Etat irakien sera, dorénavant, un simple satellite des ayatollahs de Téhéran. Nous avons aucune raison d'y apporter notre aide.»]

Conséquences: massacres de chrétiens et d'autres minorités

Face à ces faits, il n'est pas surprenant que l'ancien lieutenant-général Michael Flynn, chef de la DIA, ayant auparavant également dirigé le service des renseignements du «Joint Special Operations Command» (JSOC), dévoila «that the Obama administration supported Islamic terrorists, including al-Qaida, in the rebellion against the Syrian regime. «I don't know that they turned a blind eye, I think it was a decision,» the former DIA chief said. «I think it was a willful decision.»⁷⁵ [«que l'administration Obama avait soutenu des terroristes islamistes, y compris al-Qaïda, dans leur insurrection contre le régime syrien. «Je n'ai pas compris qu'ils fermaient juste les yeux, je pense qu'il s'agissait d'une décision» expliqua l'ancien chef de la DIA. «Je pense que c'était une décision voulue.»]] Ce soutien prémédité des terroristes islamistes pour mieux déboulonner Bashar al-Assad fut un facteur décisif pour l'avènement de l'EI.⁷⁶ Parmi les nombreux officiels américains concédant que «Obama's so-called anti-ISIS coalition helped create, arm, and fund ISIS»,⁷⁷ [«la prétendue coalition anti-EIIL d'Obama avait aidé à créer, à armer et à financer l'EIIL»], Flynn était l'officier le plus gradé à mettre en question publiquement le rôle joué par les Etats-Unis dans la création de ce groupe terroriste brutal ayant, par la suite, massacré les chrétiens et d'autres minorités aux Proche-Orient. En dépit des nombreuses mises en garde, la Maison Blanche continua à fournir de l'aide, sous forme «weapons, PR, communications, funding, training, international legitimacy, and more»⁷⁸ [«d'armes, de relations publiques, de communications, de financements, d'entraînements, de reconnaissance internationale, etc.»] à des formations figurant officiellement sur la liste des organisations terroristes.

John Biden: il n'y avait pas de rebelles «modérés»

Les déclarations de vice-président américain Joe Biden, prononcées lors d'un discours

tenu le 2 octobre 2014 à la Harvard University's Kennedy School of Government à Harvard, furent à la fois spectaculaires et très informatives.⁷⁹ Biden concéda – en contradiction flagrante avec son président Obama – qu'il n'y avait pas de rebelles «modérés» en Syrie et que la coalition anti-EI fournissait des armes à EIIL. «And what my constant cry was that our biggest problem is our allies – our allies in the region were our largest problem in Syria. The Turks were great friends [...] the Saudis, the Emiratis, etc. What were they doing? They were so determined to take down Assad and essentially have a proxy Sunni-Shia war, what did they do? They poured hundreds of millions of dollars and tens, thousands of tons of weapons into anyone who would fight against Assad except that the people who were being supplied were al Nusra – and al-Qaida and the extremist elements of jihadis coming from other parts of the world.»⁸⁰ [«Et mon avertissement constant était que nos alliés représentaient notre plus grand problème – nos alliés régionaux étaient notre plus grand problème en Syrie. Les Turcs étaient de grands amis (...), les Saoudiens, les Emiratis, etc. Que faisaient-ils? Ils étaient tellement décidés à renverser Assad et à lancer une guerre par procuration entre sunnites et chiites – alors qu'ont-ils fait? Ils ont répandu des centaines de millions de dollars et des dizaines et centaines de tonnes d'armes à tous ceux qui voulaient combattre Assad – seulement, ceux qu'ils ont équipés de la sorte étaient al-Nosra et al-Qaïda et des éléments extrémistes des djihadistes provenant d'autres parties du monde.»] Et Biden d'ajouter que l'EIIL recrutait ses combattants de ces groupes terroristes.

La «voie des rats»: Des armes en provenance des dépôts de Kadhafi pour la Syrie

En 2014, Seymour Hersch, célèbre journaliste d'investigation, a décrit dans la «London Review of Books» la façon élaborée dont on a systématiquement insufflé la vie au monstre qualifié par Wesley Clark de «Frankenstein».⁸¹ Il y décrivit que les Etats-Unis avaient coopéré intensément avec la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar pour «creating what the CIA calls a «rat line», a back channel highway into Syria.»⁸² [«créer ce que la CIA appelle une «voie des rats», un canal non officiel menant à l'intérieur de la Syrie.»]

Cette «voie des rats» avait été autorisée par l'administration Obama au début de 2012 et «was used to funnel weapons and ammunition from Libya via southern Turkey and across the Syrian border to the opposition.»⁸³

«Concrètement, le fait est que les conflits meurtriers en Syrie et en Irak sont essentiellement déterminés par les intérêts diamétralement opposés des partisans de deux projets de gazoducs en concurrence. Ces derniers devraient servir à acheminer le produit des plus importantes réserves de gaz naturel du monde, c'est-à-dire des champs gaziers South Pars/North Dome, situés au fond du golfe Persique et appartenant en partie à l'Iran, en partie au Qatar. Les deux pays en ont commencé l'extraction en 1989. En 2009, le Qatar avait proposé de construire un gazoduc acheminant du gaz naturel en passant par l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie jusqu'en Turquie, où il aurait été raccordé au gazoduc Nabucco, déjà en place, par lequel le gaz pouvait ensuite s'écouler jusqu'à l'Autriche. Il s'agissait en fait d'abaisser les coûts élevés de production et de transport maritime et de rendre le gaz qatari plus compétitif sur le marché européen. D'autre part les Etats sur les territoires desquels transiterait le gazoduc pouvaient en espérer de juteuses retombées en droits de transit. Les pays industriels occidentaux soutenaient ce projet dans l'intention d'affaiblir la position de la Russie dans le secteur de l'énergie et de réduire la dépendance européenne au gaz russe.

En tenant compte de cela, Moscou soutenait l'Iran dans le projet concurrentiel en jeu, qui prévoyait un gazoduc au moyen duquel le gaz iranien devait être pompé au travers de l'Irak et de la Syrie jusqu'à Latakiah et ensuite vers l'Europe. Les Russes voyaient évidemment dans un deal avec l'Iran et son très proche allié syrien de meilleures opportunités d'influer sur les prix, mais également des débouchés pour la commercialisation des gisements de la mer Caspienne et d'Asie centrale. En accord avec la Russie, le président syrien refusa le projet du Qatar et se tourna vers le deal avec l'Iran – ce par quoi il avait amorcé en même temps le déclenchement des tentatives destinées à le renverser.»

(Carte: Horizons et débats ©wgr)

«Champs de bataille du Proche-Orient ... » suite de la page 5

[«était utilisée pour faire passer des armes et des munitions à l'opposition à partir de la Libye via le sud de la Turquie et à travers la frontière syrienne.»] Il importait peu que, «[many of those in Syria who ultimately received the weapons were jihadists, some of them affiliated with al-Qaida. It pertained to the rat line.]»⁸⁴ [parmi les utilisateurs finaux de ces armes en Syrie, il y avait de nombreux djihadistes, dont certains d'entre eux étaient affiliés à al-Qaïda. Cela faisait partie intégrante de la voie des rats.] Selon ce qui avait été convenu, «funding came from Turkey, as well as Saudi Arabia and Qatar; the CIA, with the support of MI6, was responsible for getting arms from Gaddafi's arsenals into Syria. Retired American soldiers, who didn't always know who was really employing them, were hired to manage procurement and shipping. The operation was run by David Petraeus, the CIA director [...]»⁸⁵ [«les fonds provenaient de Turquie ainsi que d'Arabie saoudite et du Qatar; la CIA, avec le soutien du MI6, se chargeait du transport des armes depuis les arsenaux de Kadhafi jusqu'en Syrie. Des vétérans américains à la retraite, ne connaissant pas toujours le véritable nom de leur employeur, avaient été engagés pour réaliser l'approvisionnement et le transport. L'opération était dirigée par David Petraeus, le directeur de la CIA (...).»]

Une filière cachée d'approvisionnement de l'EIIL

D'autres «Information Reports» des services secrets militaires DIA révèlent que le gouvernement américain possédait des informations précises sur la composition de l'arsenal livré à ses alliés terroristes. Ainsi, un rapport du 16 septembre 2012 spécifie: «They have SA-7 and SA-23/4 MANPADS as well as unidentified missiles over two meters in length.»⁸⁶ «Ils ont des SA-7 et des SA-23/4 MANPADS [missiles individuels air-sol, ndt.] ainsi que des missiles non identifiés de plus de deux mètres de long.» Dans un autre rapport du 5 octobre 2012, il est dit que: «The weapons shipped from Syria during late August 2012 were Sniper rifles, RPG's and 125 mm and 155 mm howitzers missiles. The numbers for each weapon were estimated to be: 500 Sniper rifles, 100 RPG launchers with 300 total rounds, and approximately 400 howitzers missiles (200 ea – 125 mm and 200 ea – 155 mm).»⁸⁷ [«Les armes expédiées en Syrie vers la fin août 2012 étaient des fusils pour tireurs d'élite, des RPGs (pouvant servir de lance-grenades manuels de défense anti-char) et des obusiers de 125 mm et 155 mm. Les nombres de chaque type d'armes étaient estimés à: 500 fusils de précision, 100 RPGs lance-grenades avec 300 munitions et environ 400 obusiers Howitzer (200 de 125 mm et 200 de 155 mm).»] Deux ans plus tard, en été 2014, Susan Rice, la conseillère à la sécurité nationale du président américain Obama, confirma que les Etats-Unis continuaient à livrer des armes aux groupes rebelles syriens.⁸⁸

Pour résumer, il faut retenir qu'au vu de l'ampleur «du soutien direct apporté par les «alliés arabes importants» à l'EIIL et le flux incessant de combattants et d'armements quittant les groupes implosant de rebelles «modérés», soutenus par les Etats-Unis, rejoignant l'EIIL, (...) il n'y a qu'un petit pas vers la conclusion que le trafic aérien des Etats-Unis et de la «coalition» dans les régions contrôlées par l'EIIL (...) pourraient également être une filière cachée d'approvisionnement. Et c'est exactement ce qu'affirment régulièrement des sources irakiennes haut placées depuis la fin 2014 et le début 2015.»⁸⁹

Intérêts géoéconomiques – Partisans de deux projets concurrentiels de pipelines

Le fait que de considérables intérêts géoéconomiques soient, à côté des calculs géostratégiques démontrés plus haut, aussi à la base de la politique de «Redirection» précédemment exposée – donc la réorganisation de la région du Grand Moyen-Orient – se manifeste typiquement dans le rapport publié par Rob Taylor, officier supérieur de l'état-major américain, dans le «Armed Forces Journal» et portant le titre riche d'enseignement: «Pipeline Politics in Syria – You Can't Understand the Conflict Without Talking About Natural Gas.»⁹⁰ [«Politique des pipe-

lines en Syrie – impossible de comprendre le conflit sans aborder le sujet du gaz naturel.»] L'auteur y fait là un constat exact: «Any review of the current conflict in Syria that neglects the geopolitical economics of the region is incomplete.»⁹¹ [«Tout rapport sur l'actuel conflit syrien qui néglige l'économie géopolitique de la région est incomplet.»] Concrètement, le fait est que les conflits meurtriers en Syrie et en Irak sont essentiellement déterminés par les intérêts diamétralement opposés des partisans de deux projets de gazoducs en concurrence.⁹² Ces derniers devraient servir à acheminer le produit des plus importantes réserves de gaz naturel du monde, c'est-à-dire des champs gaziers South Pars/North Dome, situés au fond du golfe Persique et appartenant en partie à l'Iran, en

seule année 2013, a versé environ trois milliards de dollars à divers groupuscules combattants islamistes pour renverser Assad, et qu'en outre, «[it] even offered a \$50000 reward to defectors from the Syrian regime and their families and hosts a base from which the CIA has trained Syrian rebels.»⁹³ [«il a même offert une prime de 50000 dollars aux déserteurs du régime syrien et à leurs familles et abrite une base, dans laquelle la CIA a entraîné les rebelles syriens.»] La chaîne TV qatari al-Jazira diffusait dans le même temps les voix de l'opposition syrienne.

La Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France et la Turquie étaient impliquées dans ces agissements et leur apportaient leur soutien. Des sommes importantes affectées à la création de forces armées provenaient égale-

Attaque illégale

Selon le professeur Hans Köchler, l'intervention de Donald Trump en Syrie a sans aucun doute violé le droit international. «D'après le droit international, le recours à la force est limité à des situations bien définies, notamment l'autodéfense d'un pays lors d'un acte d'agression, ce qui est également conforme à l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Ou bien lorsque le Conseil de sécurité des Nations Unies autorise le recours à la force selon le chapitre 7 de la Charte des Nations Unies. Comme cela n'était pas le cas, cette attaque doit être qualifiée d'illégale.»

Source: www.sputniknews.com/
europe/201704071052419436-syria-airstrike-uk-reaction/
(Traduction Horizons et débats)

«Art. 51 – Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.»

partie au Qatar. Les deux pays en ont commencé l'extraction en 1989. En 2009, le Qatar avait proposé de construire un gazoduc acheminant du gaz naturel en passant par l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie jusqu'en Turquie, où il aurait été raccordé au gazoduc Nabucco, déjà en place, par lequel le gaz pouvait ensuite s'écouler jusqu'à l'Autriche. Il s'agissait en fait d'abaisser les coûts élevés de production et de transport maritime et de rendre le gaz qatari plus compétitif sur le marché européen. D'autre part les Etats sur les territoires desquels transiterait le gazoduc pouvaient en espérer de juteuses retombées en droits de transit. Les pays industriels occidentaux soutenaient ce projet dans l'intention d'affaiblir la position de la Russie dans le secteur de l'énergie et de réduire la dépendance européenne au gaz russe.

En tenant compte de cela, Moscou soutenait l'Iran dans le projet concurrentiel en jeu, qui prévoyait un gazoduc au moyen duquel le gaz iranien devait être pompé au travers de l'Irak et de la Syrie jusqu'à Latakiah et ensuite vers l'Europe. Les Russes voyaient évidemment dans un deal avec l'Iran et son très proche allié syrien de meilleures opportunités d'influer sur les prix, mais également des débouchés pour la commercialisation des gisements de la mer Caspienne et d'Asie centrale. En accord avec la Russie, le président syrien refusa le projet du Qatar et se tourna vers le deal avec l'Iran – ce par quoi il avait amorcé en même temps le déclenchement des tentatives destinées à le renverser. Quand, en juillet 2011, fut annoncé un projet d'oléoduc passant par l'Irak et la Syrie, pour un coût de 10 milliards de dollars, ce qu'on a appelé le «printemps arabe» avait déjà plongé le Proche-Orient dans le chaos. Néanmoins, la signature de l'accord sur le gazoduc iranien eut lieu en juillet 2012.

Le Qatar – 3 milliards de dollars aux groupuscules combattants islamistes pour la seule année 2013

Il est certain que le Qatar a commencé dès 2011 à financer une révolte armée et pour la

ment d'Arabie saoudite. La stratégie était de déstabiliser la Syrie par la terreur afin d'obtenir un changement de régime. Les Saoudiens élaboraient depuis longtemps des plans visant à la chute d'Assad, car ils voulaient limiter l'influence irano-chiite dans la région et démanteler l'axe Damas-Téhéran-Hezbollah. La Turquie, pays-membre de l'OTAN, a également joué dès le début un rôle-clé.

Erdogan comptait sur des taxes de transit élevées

On peut supposer que le président Erdogan escomptait des rentrées élevées par le biais des taxes de transit venant d'un gazoduc passant par la Turquie en espérant ainsi réduire sa dépendance aux approvisionnements énergétiques russes. On pourrait y voir l'une des raisons le poussant à poursuivre fanatiquement sa quête du renversement du gouvernement Assad. La Turquie était et demeure, depuis 2011, le pays de transit et la plaque tournante par laquelle étaient introduites clandestinement les armes – ceci allant jusqu'aux substances de combat chimiques pour les diverses utilisations de gaz toxiques par les milices terroristes, tel le front al-Nosra, destinées avant tout contre les populations civiles sans défense⁹⁴ – ainsi que les combattants en Syrie. Sans la base logistique mise à disposition par la Turquie, pays voisin frontalier, le Califat entièrement cerné par ses ennemis ne pourrait en aucun cas exister. Taylor, le commandant américain mentionné plus haut, a tiré une conclusion décisive de son analyse des facteurs géoéconomiques, lorsqu'il a déclaré: «Viewed through a geopolitical and economic lens, the conflict in Syria is not a civil war, but the result of larger international players positioning themselves on the geopolitical chessboard in preparation for the opening of the pipeline in 2016. [...] Reports that disregard the pipeline and its geopolitical implications ignore the elephant in the room.»⁹⁵ [«D'un point de vue géopolitique et économique, le conflit syrien n'est pas une

guerre civile, mais le résultat d'un repositionnement d'acteurs internationaux importants sur l'échiquier mondial, en préparation pour l'ouverture du gazoduc en 2016. (...) Les rapports ne prenant pas en compte le pipeline et ses implications géopolitiques ignorent tout simplement le nœud du problème!

IV Implications en vue de combattre militairement l'EI

En raison de l'extension très rapide des territoires occupés par Daech – due à la direction étonnamment efficace des opérations militaires – durant l'été 2014, et le risque de la prise de la capitale irakienne Bagdad, les Etats-Unis se virent contraints de réagir. Dès le mois d'août, ils lancèrent des attaques aériennes contre les troupes de l'EI et créèrent, le 5 septembre 2014, une alliance internationale contre l'EI, pendant le sommet de l'OTAN à Newport au pays de Galles.⁹⁶ Les membres fondateurs étaient l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Pologne, le Danemark, l'Australie, le Canada, la Turquie et les Etats-Unis d'Amérique.

Quelques jours plus tard, le 10 septembre 2014, le président américain Barack Obama exposa sa future stratégie contre l'EI dans un discours à la nation. Il contient essentiellement quatre points:⁹⁷

- Une campagne de guerre aérienne systématique contre des objectifs de l'EI tant en Irak qu'en Syrie.
- Le soutien par des experts militaires américains dans les domaines de la formation, de la recherche, du renseignement et de l'équipement pour les troupes irakiennes et kurdes ainsi que pour les groupes d'opposition en Syrie, lesquels devaient lutter en même temps contre le régime d'Assad et contre les troupes de l'EI. L'engagement de soldats américains pour des combats au sol était exclu.
- De nombreuses mesures non-militaires de contre-terrorisme prévues à l'encontre des attaques de l'EI, parmi lesquelles le gel des transactions financières de l'organisation terroriste ainsi que la prévention de l'infiltration de terroristes étrangers sur le théâtre des opérations.
- Le renforcement de l'aide humanitaire aux victimes du terrorisme de l'EI et aux réfugiés.

Joffe: «Ni les Saoudiens ni les Américains ne s'engagent réellement»

Dès août 2014 déjà, l'un des plus ardents bellicistes allemands, Josef Joffe, rédacteur en chef du quotidien Die Zeit, avait émis des critiques: «Obama ne combat qu'avec la moitié de ses forces.»⁹⁸ En peu de temps se révéla le manque d'efficacité des actions militaires entreprises contre l'EI, déclenchant immédiatement un débat animé aux Etats-Unis au sujet de la guerre aérienne «timorée» menée par le président américain.⁹⁹ Ainsi, le 7 octobre 2014, le «Washington Post» critiqua en disant: «that the U.S. air campaign is failing to achieve the minimal aim of stopping the expansion of the Islamic State – much less «degrading» and «destroying» it.»¹⁰⁰ [«que la guerre aérienne menée par les Américains n'a pas réussi à atteindre l'objectif minimal de stopper l'extension de l'Etat islamique – et encore moins de l'«affaiblir» et de le «détruire».»]

En outre, l'analyse de la situation stratégique militaire suggérait que la «terreur islamiste [...] avait commis une erreur en se transformant d'al-Qaïda en «Etat islamique», délaissant ainsi les avantages classiques de la «guerre asymétrique». Auparavant, l'attaque provenait du «néant». Mais à présent, l'EI possède une capitale à Raqqa. Il combat avec de grandes unités. Il a des armes lourdes, des dépôts et des voies de ravitaillement. Il offre des objectifs militaires. L'ancrage local le rend vulnérable. Une asymétrie apparaît en faveur de l'Occident pouvant utiliser ses meilleures armes. Seulement, il ne le fait pas.»¹⁰¹ Car: «Dans la guerre aérienne contre l'EI, il ne lance que 15 attaques aériennes quotidiennes en Syrie et en Irak. Par contre, en Libye en 2011, la campagne de l'OTAN en faisait 50 par jour. En 2001, en Afghanistan, la moyenne était de 85 attaques journalières, pendant la

«Alors que dans le monde occidental, les grands médias monopolisés continuent à pérorer sur le prétendu soulèvement populaire pacifique syrien, inspiré uniquement par les aspirations à la liberté et à la démocratie, ce document secret illustre en toute évidence qu'à Damas, il s'agissait, en réalité, de tout autre chose: dès le début, d'un «changement de régime» violent, mis en scène par des groupes extrémistes islamiques, agissant de manière terroriste.»

«Champs de bataille du Proche-Orient ... » suite de la page 6

guerre d'Irak, 800. Cela signifie que ni les Saoudiens ni les Américains ne s'engagent réellement. Pourtant, on ne doit mener une guerre uniquement si l'on veut la gagner.¹⁰² Il en résultait la conclusion suivante: «Tant que l'Occident n'utilise pas ses avantages, l'EI tiendra bon. Mais ceci n'affaiblit pas le principe que si le terrorisme est institué en véritable Etat, il perd de sa force spécifique.»¹⁰³ Indépendamment de cela, la guerre contre l'EI demeura clairement de «nature cosmétique», comme s'exprima à juste titre, de manière caustique, *Fayssal Mikdad*, le vice-ministre syrien des affaires étrangères.¹⁰⁴

Il faudrait avoir recours aux forces terrestres syriennes contre l'EI

En raison des intérêts disparates, et en partie diamétralement opposés des participants rassemblés dans la coalition anti-EI, le manque d'efficacité des actions militaires engagées n'a rien de surprenant. Certes, les Etats-Unis, l'Europe, la Russie, l'Iran, la Turquie et les pays du Golfe sont tous disposés à lutter contre l'EI. «Cependant, une coalition des bonnes volontés a besoin d'une force dominante qui assume la majorité de la charge. L'Amérique d'Obama ne veut plus porter ce fardeau. Et les Européens ne veulent pas plus que les Etats-Unis envoyer des forces terrestres. La Russie et l'Iran veulent avant tout sauver le dictateur syrien Assad. La Jordanie et l'Arabie saoudite entreprennent des attaques aériennes, pas plus. L'idée que les armées sunnites agiraient comme sous-traitants de l'Occident pour mettre de l'ordre en Irak et en Syrie, est à peu près aussi réaliste que l'espoir de la paix entre Israël et les Palestiniens.»¹⁰⁵ A cet égard, il y aurait bien une option dont l'Occident et ses alliés ne veulent absolument pas entendre parler: «Pour s'opposer efficacement sur le plan militaire à l'Etat islamique» avec des forces terrestres locales, il faut l'armée syrienne, se comportant depuis longtemps comme une milice. Elle seule est en mesure de combattre les troupes de guérilla. [...] Avoir simultanément l'EI et Damas dans le viseur est absurde.»¹⁰⁶ Il faut encore attendre de voir si, et jusqu'à quel point, la reconquête de Mossoul et Raqqa – entreprise par les troupes gouvernementales irakiennes, les milices kurdes et les troupes iraniennes – sera couronnée d'un succès durable.

Les pipelines – l'«Etat islamique» comme verrou de blocage

D'autre part, il y a des raisons sérieuses de se demander, si – en tenant compte des calculs géostratégiques et géoéconomiques évoqués plus haut – une élimination totale de l'«Etat islamique» est réellement utile, voire même conseillée. Cela concerne les deux projets de gazoducs se faisant concurrence.

A cet égard, il faut souligner ceci: «Les succès remportés contre l'EI [sic!] vont à

«Face à ces faits, il n'est pas surprenant que l'ancien lieutenant-général *Michael Flynn*, chef de la DIA, ayant auparavant également dirigé le service des renseignements du «Joint Special Operations Command» (JSOC), dévoila «*that the Obama administration supported Islamic terrorists, including al-Qaida, in the rebellion against the Syrian regime. I don't know that they turned a blind eye, I think it was a decision, the former DIA chief said. I think it was a willful decision.*» [«que l'administration Obama avait soutenu des terroristes islamistes, y compris al-Qaïda, dans leur insurrection contre le régime syrien. «Je n'ai pas compris qu'ils fermaient juste les yeux, je pense qu'il s'agissait d'une décision» expliqua l'ancien chef de la DIA. «Je pense que c'était une décision voulue.»] Ce soutien prémédité des terroristes islamistes pour mieux déboulonner Bashar al-Assad fut un facteur décisif pour l'avènement de l'EI. Parmi les nombreux officiels américains concédant que «*Obama's so-called anti-ISIS coalition helped create, arm, and fund ISIS*», [«la prétendue coalition anti-EIIL d'Obama avait aidé à créer, à armer et à financer l'EIIL»], Flynn était l'officier le plus gradé à mettre en question publiquement le rôle joué par les Etats-Unis dans la création de ce groupe terroriste brutal ayant, par la suite, massacré les chrétiens et d'autres minorités aux Proche-Orient. En dépit des nombreuses mises en garde, la Maison Blanche continua à fournir de l'aide, sous forme «*weapons, PR, communications, funding, training, international legitimacy, and more*» [«d'armes, de relations publiques, de communications, de financements, d'entraînements, de reconnaissance internationale, etc.»] à des formations figurant officiellement sur la liste des organisations terroristes.»

l'encontre de ces intérêts, puisqu'Assad, à qui l'EI [sic!] avait causé de gros soucis, se trouve renforcé dans sa position et le projet de gazoduc, quant à lui, est repoussé dans le lointain.»¹⁰⁷ On pense à au projet du Qatar, dont l'Occident verrait favorablement la réalisation. Selon John Bolton, le nouvel «Etat islamique» peut être considéré comme souhaitable, car il agit à la manière d'un verrou de blocage contre le projet concurrentiel du gazoduc iranien – mais seulement aussi longtemps que cet «Etat» existe.

Les raisons se prononçant en «faveur» de l'«Etat islamique»

Enfin, on peut lire une surprenante analyse stratégique du professeur *Efraim Inbar*, directeur du «Begin-Sadat Center for Strategic Studies», parue en août de cette année sous le titre «*The Destruction of Islamic State is a Strategic Mistake*»¹⁰⁸ [«La destruction de l'Etat islamique» est une erreur stratégique.]. L'auteur, professeur émérite de l'Institut d'études politiques de l'Université Bar-Ilan et membre du *Middle East Forum*, y énumère tout à fait laconiquement les raisons qu'il y aurait de certes juguler mais pas d'éliminer l'«Etat islamique»: «*The West should seek the further weakening of Islamic State, but not its destruction. A weak but functioning IS can undermine the appeal of the caliphate among radical Muslims; keep*

bad actors focused on one another rather than on Western targets; and hamper Iran's quest for regional hegemony.»¹⁰⁹ [«L'Occident devrait chercher à affaiblir le plus possible l'Etat islamique, mais pas à le détruire totalement. Un EI faible mais existant peut saper le pouvoir d'attraction du Califat parmi les musulmans radicaux; laissez les mauvais acteurs s'occuper les uns des autres plutôt que de les diriger sur des cibles occidentales; et mettez des obstacles aux aspirations de l'Iran à l'hégémonie régionale.»] Un des avantages essentiels de sa future survie réside dans ce que: «*IS is a magnet for radicalized Muslims in countries throughout the world. These volunteers are easier targets to identify, saving intelligence work.*»¹¹⁰ [«EI est un aimant pour les musulmans radicalisés de tous les pays du monde. Ces volontaires sont des objectifs plus faciles à identifier, et cela épargne du travail pour les services secrets.»]

Bien sûr, les combattants de l'EI développeraient des aptitudes destructives sur les champs de bataille, «*but some of them acquire shaheed status while still away – a blessing for their home countries. If IS is fully defeated, more of these people are likely to come home and cause trouble.*»¹¹¹ [«mais certains d'entre eux peuvent acquérir le statut de martyrs pendant leur absence – ce qui est une bénédiction pour leurs patries respectives. Si l'EI est totalement vaincu, ces gens reviendront sans doute et créeront de sérieux problèmes.»] Sur un plan stratégique, il ne serait donc pas très intelligent de sauver le régime d'Assad en éliminant l'EI et de renforcer des acteurs comme la Russie et l'Iran ainsi que le Hezbollah. La prévoyance stratégique est indispensable: «*The Western distaste for IS brutality and immorality should not obfuscate strategic clarity. IS are truly bad guys, but few of their opponents are much better. Allowing bad guys to kill bad guys sounds very cynical, but it is useful and even moral to do so if it keeps the bad guys busy and less able to harm the good guys. The Hobbesian reality of the Middle East does not always present a neat moral choice.*»¹¹² [«L'aversion de l'Occident pour la brutalité et l'immoralité de l'EI ne devrait pas empêcher la clarté stratégique. Les gens de l'EI sont de véritables salauds mais parmi leurs opposants, beaucoup ne valent guère mieux. Permettre à des salauds de tuer des salauds paraît très cynique, mais c'est utile et même moral de le faire, si l'on occupe ainsi les mauvais et qu'on les empêche de faire du mal aux gentils. Au Moyen-Orient, la réalité selon Hobbes n'offre pas toujours un choix moral très propre.»]

Prendre acte des événements sur le champ de bataille ne suffit pas

Il devrait finalement devenir évident que la question soulevée au début de cet article concernant le sens ou le non-sens d'une action militaire contre l'EI ne peut recevoir de réponse générale. En aucun cas, il est suffisant de prendre simplement acte des événements survenus dans la zone des combats et de réduire tout cela à sa seule dimension militaire, dans le sens d'un Schlieffen. Car ce qui se passe dans la zone des combats ne délivre que l'aspect superficiel, alors que ce qui est décisif, reste, en suivant Clausewitz, la «grande» politique, c'est-à-dire tout spécialement et toujours, les intérêts respectifs géostratégiques et géoéconomiques des acteurs. C'est seulement si l'on considère la guerre comme un acte politique que l'on peut appréhender le sens ou l'absurdité du recours à la force armée. En se basant sur ce principe, les actions militaires des nombreuses parties du conflit sur le théâtre des opérations syro-irakiennes prennent bien plus de sens que le monde ne le souhaiterait, et pas seulement parce que les seigneurs de guerre visent toujours encore la victoire et au lieu de paix. La maxime devrait donc être, moins de théorie Schlieffen et davantage de pensée de Clausewitz. •

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ cf. Perthes, Volker. Viel mehr als eine Terrormiliz, in: *Süddeutsche Zeitung* du 25/9/14; www.sueddeutsche.de/politik/kampf-gegen-is-viel-mehr-als-eine-terrormiliz-1.2144142

² cf. Wallach, Jehuda Lothar. *Das Dogma der Vernichtungsschlacht. Die Lehren von Clausewitz und Schlieffen und ihre Wirkung in zwei Weltkriegen*, Munich 1970, p. 123

³ cf. *ibid.*, p. 111

⁴ op. cit. *ibid.*, p. 67

⁵ op. cit. *ibid.*, p. 113

⁶ *ibid.*, p. 62

⁷ *ibid.*, p. 75

⁸ *ibid.*, p. 110

⁹ cf. *ibid.*, p. 114

¹⁰ cf. *ibid.*, p. 112

¹¹ cf. *ibid.*, p. 115

¹² cf. *ibid.*, p. 116

¹³ *ibid.*, p. 114

¹⁴ *ibid.*, p. 114

¹⁵ cf. *ibid.*, p. 111

¹⁶ op. cit. *ibid.*, p. 29

¹⁷ op. cit. *ibid.*, p. 111

¹⁸ op. cit. *ibid.*, p. 32

¹⁹ *ibid.*, p. 111

²⁰ cf. *ibid.*, p. 112

²¹ cf. *ibid.*, p. 36

²² cf. *ibid.*, p. 36

²³ *ibid.*, p. 112

²⁴ op. cit. *ibid.*, p. 112s.

²⁵ cf. *ibid.*, p. 31

²⁶ cf. *ibid.*, p. 50s. et p. 120

²⁷ Lüders, Michael. *Wer den Wind sät. Was westliche Politik im Orient anrichtet*, Munich 2015, p. 89

²⁸ *ibid.*, p. 108

²⁹ Perthes, Volker. Kampf gegen IS. Viel mehr als eine Terrormiliz, in: *Süddeutsche Zeitung* du 25/9/14, www.sueddeutsche.de/politik/kampf-gegen-is-viel-mehr-als-eine-terrormiliz-1.2144142 sowie Trechsel, Anna (Interviewer). Der Islamische Staat verbreitet in Syrien und im Irak Tod und Verwüstung. Ihn als Terrororganisation zu bezeichnen, greife zu kurz, sagt der Nahost-Experte Volker Perthes. «Das ist ein Staatsbildungsprojekt», in: *Neue Zürcher Zeitung* du 31/8/14; www.nzz.ch/international/das-ist-ein-staatsbildungsprojekt-1.18374003

«Kampf der Symbole»: Warum wir lernen müssen, die Propaganda des Terrors zu verstehen: Ein Gespräch mit dem Philosophen *Philippe-Joseph Salazar* über Bildungslücken und Verführungskraft
Interview: Elisabeth von Thadden, édité le 18/9/16, 11h33, *Die Zeit*, n° 37/2016; www.zeit.de/2016/37/terror-propaganda-schule-is-literatur-umgang

³⁰ cf. Lüders, Michael. Loc. cit., p. 89

³¹ cf. Anderson, Tim. *Der schmutzige Krieg in Syrien*, Marburg 2016, p. 216

³² Lüders, Michael. Loc. cit., p. 90

³³ Todenhöfer, Jürgen. *Inside IS – 10 Tage im Islamischen Staat*, p. 10

³⁴ Chossudovsky, Michel. 9/11 ANALYSIS: From Ronald Reagan and the Soviet-Afghan War to George W Bush and September 11, 2001, *Global Research*, Montréal (Québec), September 9, 2010; www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=20958

³⁵ Clinton, Hillary Rodham. Interview With Cynthia McFadden of ABC's Nightline, Grand Hyatt Hotel Melbourne, Australia, November 7, 2010; www.state.gov/secretary/rm/2010/11/150868.htm

Courrier des lecteurs

Armes chimiques en Syrie

Les Etats-Unis et la Grande Bretagne veulent provoquer un changement de régime en Syrie

L'usage d'armes chimiques à Khan Cheikhoun, ville occupée par les rebelles, nuira surtout à Assad, qu'il en soit responsable ou non. Les militaires syriens en sont certes conscients. Rappelons-nous: des inspecteurs se sont rendus en Syrie, ont surveillé la destruction des armes toxiques et ont emporté les produits chimiques comme en Irak à l'époque de Saddam.¹

Rappelons-nous: une opération de changement de régime était planifiée longtemps avant l'éclatement de la guerre civile en Syrie. Le général américain *Wesley Clark* affirme avoir entendu au Pentagone, quelques semaines après les attaques du 11 septembre 2001, que les Etats-Unis prévoyaient d'organiser en cinq ans un changement de régime dans sept pays. Le début serait fait par le bombardement de l'Irak, puis, on s'en prendrait à la Syrie, au Liban, à la Libye, à la

Somalie, au Soudan et pour finir à l'Iran.² L'ancien ministre français des Affaires étrangères *Roland Dumas*, affirma dans une interview à la télévision que les Britanniques avaient préparé la guerre en Syrie deux ans avant que les révoltes n'éclatent.³

Heinrich Frei

¹ Chossudovsky, Michel. The Syria Chemical Weapons Saga: The Staging of a US-Nato Sponsored Humanitarian Disaster, in: *Global Research*, April 06, 2017. www.globalresearch.ca/the-syria-chemical-weapons-saga-the-staging-of-a-us-nato-sponsored-humanitarian-disaster/5315273

² Seven Countries in Five Years, General Wesley Clark. <https://www.youtube.com/watch?v=aW0a8rNekBY>

³ Dumas, Roland. The British prepared for war in Syria 2 years before the eruption of the crisis. <https://www.youtube.com/watch?v=jeyRwFHR8WY>

- ³⁶ cf. Anderson, Tim. Loc. cit., p. 19s.
- ³⁷ cf. Todenhöfer, Jürgen. Loc. cit., p. 12s.
- ³⁸ cf. Anderson, Tim. Loc. cit., p. 20
- ³⁹ cf. Todenhöfer, Jürgen. Loc. cit., p. 14
- ⁴⁰ cf. Todenhöfer, Jürgen. Loc. cit., p. 16
- ⁴¹ cf. Perthes, Volker. Loc. cit.
- ⁴² cf. Trechsel, Anna (Interviewer). Loc. cit.
- ⁴³ cf. Lüders, Michael. Loc. cit., p. 96
- ⁴⁴ cf. *ibid.*, p. 95
- ⁴⁵ cf. Musharbash, Yassin. Sehen wir uns die Steinigung an? Zum Lachen, zum Weinen: Ein erster Blick auf die Schulbücher des «Islamischen Staates», in: *Die Zeit* n° 47 du 10/11/16, p. 58
- ⁴⁶ cf. Perthes, Volker. Loc. cit.
- ⁴⁷ cf. Merkel, Reinhard. Wen sollen wir denn da bekriegen? Die Franzosen müssen sich gut überlegen, ob sie jetzt von einem Krieg gegen den IS sprechen wollen. Sie würden damit eine Menschheitsplage nobilitieren – mit unabsehbar grotesken Folgen. Ein Gastbeitrag, in: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 19/11/15; www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/frankreichs-kriegs-erklarung-wen-bekriegen-1391949.html
- ⁴⁸ cf. Mackinder, Halford. *Democratic Ideals and Reality*, New York 1919 et anonyme: Heartland-Theorie; <http://de.wikipedia.org/wiki/Heartland-Theorie>
- ⁴⁹ cf. Mahan, Alfred Thayer. *The Influence of Sea Power upon History, 1660–1783*. Little, Brown & Co, New York 1890 et anonyme: The Influence of Sea Power upon History; http://de.wikipedia.org/wiki/Der_Einfluss_der_Seemacht_auf_die_Geschichte
- ⁵⁰ Eine solche Betrachtung liefert Kraus, Hans-Christof. Und ihr denkt, es geht um einen Diktator. Die Reaktionen auf den Syrien-Konflikt offenbaren die geopolitische Ahnungslosigkeit mancher deutscher Kommentatoren: Zehn Minuten Nachhilfe aus gegebenem Anlass können nicht schaden, in: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24/7/12; www.faz.net/aktuell/feuilleton/syrien-und-ihr-denkt-es-geht-um-einen-diktator-11830492.html
- ⁵¹ Watson, Roland. US Would Keep Troops in Iraq to Aid Reform, in: *The Times*, July 18, 2002; www.cast.org.uk/discuss/2002/msg01047.html
- ⁵² cf. Hersh, Seymour M. The Redirection. Is the Administration's new policy benefiting our enemies in the war on terrorism?, in: *The New Yorker*, Issue of 2007-03-05; www.newyorker.com/magazine/2007/03/05/the-redirection
- ⁵³ Anderson, Tim. Loc. cit., p. 19. Cf. aussi Meyssan, Thierry: La cécité de l'Union européenne face à la stratégie militaire des Etats-Unis, in: *Horizons et débats*, n° 14 du 1/6/15; www.zeit-fragen.ch/fr/ausgaben/2015/nr-14-26-mai-2015/die-blindheit-der-europaeischen-union-gegenueber-der-militaerstrategie-der-usa.html
- ⁵⁴ Hersh, Seymour M. Loc. cit., 2007. Cf. aussi Ladurner, Ulrich. Hilfe aus Teheran? Der Iran kann eine Lösung der syrischen Krise nicht herbeiführen, aber jede mögliche Lösung verhindern, in: *Die Zeit* n° 36 du 30/8/12, p. 5; www.zeit.de/2012/36/Syrien-Krise-Iran
- ⁵⁵ Pernin, Christopher G./Nichiporuk, Brian/Stahl, Dale/Beck, Justin/Radaelli-Sanchez, Ricky. Unfolding the Future of the Long War. Motivations, Prospects, and Implications for the U.S. Army, Santa Monica, CA/Arlington, VA/Pittsburgh, PA, 2008, p. xvi; www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2008/RAND_MG738.pdf
- ⁵⁶ Pernin, Christopher G./Nichiporuk, Brian/Stahl, Dale/Beck, Justin/Radaelli-Sanchez, Ricky. Loc. cit., p. 85
- ⁵⁷ cf. Hersh, Seymour M. Loc. cit. 2007 et Anderson, Tim. Loc. cit., p. 15s.
- ⁵⁸ Pernin, Christopher G./Nichiporuk, Brian/Stahl, Dale/Beck, Justin/Radaelli-Sanchez, Ricky. Loc. cit., p. 113
- ⁵⁹ Peters, Ralph. Blood borders. How a better Middle East would look, in: *Armed Forces Journal*, June 1, 2006; www.armedforcesjournal.com/blood-borders/
- ⁶⁰ *ibid.*
- ⁶¹ Anonymous. US-General: «Wir werden 7 Länder angreifen und deren Regierungen innerhalb von 5 Jahren stürzen». Wesley Clark, Vier-Sterne-General a.D. der U.S. Army, offenbarte bereits 2007 der Öffentlichkeit, welche Regierungen die USA stürzen wird; www.viviano.de/us-general-wir-werden-7-laender-angreifen-und-deren-regierungen-innerhalb-von-5-jahren-stuerzen_a61763.html. Siehe auch den Auftritt von Wesley Clark unter www.youtube.com/watch?v=wFixu8HDxOQ sowie Anderson, Tim. Loc. cit., p. 17s.
- ⁶² Postinett, Axel. «Sieben Staaten in fünf Jahren». Ist das, was derzeit im Irak passiert, Folge eines amerikanischen Masterplans, der gründlich daneben gegangen ist? Vieles spricht dafür – und ein Ende ist nicht abzusehen, in: *Handelsblatt* du 13/6/14; www.handelsblatt.com/politik/international/us-aussenpolitik-sieben-staaten-in-fuenf-jahren/10036758-all.html
- ⁶³ General Wesley Clark and Amy Goodman. «Global Warfare: We're going to take out 7 countries in 5 years: Iraq, Syria, Lebanon, Libya, Somalia, Sudan & Iran», *Global Research*, May 14, 2016, Democracy Now, March 2, 2007; www.globalresearch.ca/we-re-going-to-take-out-7-countries-in-5-years-iraq-syria-lebanon-libya-somalia-sudan-iran/5166
- ⁶⁴ cf. McAdams, Daniel. General Wesley Clark: «ISIS wurde mit dem Geld unserer engsten Alliierten geschaffen»; http://antikrieg.com/aktuell/2015_02_21_general.htm
- ⁶⁵ Clark, Wesley. «Our friends and allies funded ISIS to destroy Hezbollah»; www.youtube.com/watch?v=QHLqasZPe98. Cf. aussi www.heise.de/forum/Telepolis/Kommentare/Irak-Befreiung-vom-IS-geht-auch-ohne-US-Unterstuetzung/Wesley-Clark-bestaetigt-im-Interview-mit-CNN-Die-USA-Co-haben-IS-erschaffen/thread-4296638/#posting_25155778
- ⁶⁶ Department of Defense (ed.). Information Report 14-L-0552/DIA/288, Washington D.C., August 12, 2012; www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2015/05/Pg.-291-Pgs.-287-293-JW-v-DOD-and-State-14-812-DOD-Release-2015-04-10-final-version11.pdf
- ⁶⁷ cf. Ahmed, Nafeez. Pentagon report predicted West's support for Islamist rebels would create ISIS. Anti-ISIS coalition knowingly sponsored violent extremists to «isolate» Assad, roll-back «Shia expansion», in: *Insurge Intelligence*, May 22, 2015; <https://medium.com/insurge-intelligence/secret-pentagon-report-reveals-west-saw-isis-as-strategic-asset-b99ad7a29092>
- ⁶⁸ Enumération du Department of Defense (ed.). Information Report 14-L-0552/DIA/288, Washington D.C., August 12, 2012; www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2015/05/Pg.-291-Pgs.-287-293-JW-v-DOD-and-State-14-812-DOD-Release-2015-04-10-final-version11.pdf
- ⁶⁹ cf. Anderson, Tim. Très informatif, p. 43s., Merkel, Reinhard. Der Westen ist schuldig. Wie hoch darf der Preis für eine demokratische Revolution sein? In Syrien sind Europa und die Vereinigten Staaten die Brandstifter einer Katastrophe. Es gibt keine Rechtfertigung für diesen Bürgerkrieg, in: *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, n° 176 du 1/8/13, p. 28; www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/syrien-der-westen-ist-schuldig-12314314.html et aussi Meyer, Günter. «Wir haben es mit einem massiven Eingreifen von aussen zu tun». Interview sur «Bayern 2» avec le spécialiste du Proche-Orient Günter Meyer au sujet de la situation en Syrie, in: *Horizons et débats* n° 6 du 13/2/12: «Nous avons à faire à une ingérence massive de l'extérieur».
- Ladurner, Ulrich. Loc. cit. Il décrit cette situation de la manière suivante: «Mainte interventionniste ne cache pas qu'en Syrie, on ne s'intéresse pas au peuple syrien mais uniquement, «de pouvoir user et casser le maillon le plus faible de la chaîne allant de Téhéran aux «ranosaures» du Hezbollah en passant par Damas». (Bernard-Henri Lévy, *Zeit* n° 34/12). Le but principal est donc l'affaiblissement de la République islamique de l'Iran, ennemi héritaire de l'Occident dans la région. La chute d'Assad ne sera que l'ouverture menant à la chute des mullahs de Téhéran. Ce sont ces réflexions et non pas l'intérêt à un avenir démocratique en Syrie qui relient les Etats-Unis et l'Europe avec l'Arabie saoudite et le Qatar.» La République fédérale d'Allemagne ne joue pas non plus un rôle très reluisant dans ce contexte. Car dans le cadre du projet secret «The Day After», pour lequel le directeur du think-tank gouvernemental *Stiftung Wissenschaft und Politik* (SWP) a réuni de manière conspirative en accord avec Jeffrey Feltman – à l'époque responsable pour le Proche-Orient du Département d'Etat américain – un groupe d'environ 50 oppositionnels syriens à Berlin, pour élaborer le plan des structures politiques syriennes nécessaires après la chute du gouvernement de Bachar el-Assad. Cela fut financé par le «United States Institute for Peace (USIP)», une organisation-sœur de l'institut de la CIA appelée «National Endowment for Democracy (NED)». L'hebdomadaire *Die Zeit* en a conclu très justement: «L'Allemagne est beaucoup plus impliquée dans les préparatifs de l'opposition syrienne qu'on ne nous le dit.»; cf. Lau, Jörg. Das neue Syrien kommt aus Wilmersdorf. Monatlang haben sich Assad-Gegner geheim in Berlin getroffen – mit Wissen und Willen der Bundesregierung, in: *Die Zeit* n° 31 du 26/7/12, p. 2; www.zeit.de/2012/31/Syrien-Bundesregierung-et-Meyssan, Thierry. Les cerveaux derrière la guerre en Syrie, in: Horizons et débats, n° 3 du 8/2/16; www.zeit-fragen.ch/fr/ausgaben/2016/nr-3-2-februar-2016/strippezieher-des-krieges-in-syrien.html
- ⁷⁰ Hoff, Brad. Newly Translated WikiLeaks Saudi Cable: Overthrow the Syrian Regime, but Play Nice with Russia, in: *Levant Report*, February 25, 2016; <http://levantreport.com/2015/05/19/2012-defense-intelligence-agency-document-west-will-facilitate-rise-of-islamic-state-in-order-to-isolate-the-syrian-regime/>
- ⁷¹ *ibid.*
- ⁷² Ahmed, Nafeez. Loc. cit.
- ⁷³ cf. von Westphalen, Andreas. Der westliche Wunsch nach einem Islamischen Staat, *Hintergrund*, 2/6/15; www.hintergrund.de/201506023552/globales/terrorismus/der-westliche-wunsch-nach-einem-islamischen-staat.html
- ⁷⁴ Bolton, John op. cit. Wallace, Chris. Mike Huckabee lays out path to 2016 Republican nomination; Amb. John Bolton talks NSA surveillance, growth of ISIS, *Fox News Sunday*, May 24, 2015 www.foxnews.com/transcript/2015/05/24/mike-huckabee-lays-out-path-to-2016-republican-nomination-amb-john-bolton-talks/
- ⁷⁵ Flynn, Michael ob. cit. Newman, Alex. U.S. Defense Intel Chief: Obama Gave «Willful» Aid to Al-Qaeda, in: *The New American*, 11.8.2015 www.thenewamerican.com/usnews/foreign-policy/item/21384-u-s-defense-intel-chief-obama-gave-willful-aid-to-al-qaeda
- ⁷⁶ cf. Newman, Alex. Loc.cit. Le Patriarche syro-catholique Joseph Younan explique dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Die Zeit* que ce ne sont pas seulement les Etats-Unis qui doivent assu-
- mer la responsabilité, mais aussi leurs fidèles vassaux. Dans cet entretien, il dénonce qu'«Hollande, Cameron et Merkel ont été les comparses des assassins», in: Finger, Evelyn (Interviewerin). «Fromme Lüge». Der syrisch-katholische Patriarch Joseph Younan beschuldigt den Westen, das Leid der Christen zu ignorieren, in: *Die Zeit* n° 52 du 23/12/15, p. 68; www.zeit.de/2015/52/christenverfolgung-interview-joseph-younan
- ⁷⁷ *ibid.*
- ⁷⁸ *ibid.*
- ⁷⁹ cf. Newman, Alex. Loc. cit., Hoff, Brad. Joe Biden's Stunning Admission on the Origins of ISIS: Vice President Exposes Government's Own False Narrative, in: *Levant Report*, October 5, 2014; <https://levantreport.com/2014/10/05/joe-bidens-stunning-admission-on-the-origins-of-isis-vice-president-exposes-governments-own-false-narrative/>; Plett Usher, Barbara. Joe Biden apologized over IS remarks, but was he right? BBC News, October 7, 2014; www.bbc.com/news/world-us-canada-29528482
- Das transatlantische Frontblatt am Hamburger Speersort, *Die Zeit*, titelte prompt: «Die diplomatischen Aussetzer des Joe Biden. US-Vize Biden muss bei mehreren Verbündeten Abbitte leisten, weil er sie in Verbindung mit dem IS brachte. Nicht der erste Patzer des Mannes, der Präsident werden will», in: *zeit online*, 9/10/14 www.zeit.de/politik/ausland/2014-10/biden-patzer-diplomatie
- ⁸⁰ Biden, Joe op. cit. Sandboxer. Biden: Turks, Saudis, UAE funded and armed Al Nusra and Al Qaeda, *Mideast Shuffle*, October 4, 2014 <https://mideastshuffle.com/2014/10/04/biden-turks-saudis-uae-funded-and-armed-al-nusra-and-al-qaeda>. Cf. aussi le discours de Biden: <https://www.youtube.com/watch?v=UxKxm4FlmVc&feature=youtu.be&t=1h31m57s>
- ⁸¹ cf. Hersh, Seymour M. The Red Line and the Rat Line. Seymour M. Hersh on Obama, Erdogan and the Syrian rebels, in: *London Review of Books*, Vol. 36 n° 8, 17/4/14, pp. 21–24; www.lrb.co.uk/v36/n08/seymour-m-hersh/the-red-line-and-the-rat-line. Cf. aussi Nimmo, Kurt. ISIS and the Plan to Balkanize the Middle East. CIA's Benghazi Weapons Used by ISIS in Conquest of Iraq, *Infowars.com*, June 15, 2014; www.infowars.com/isis-and-the-plan-to-balkanize-the-middle-east/ ainsi que Merkel, Reinhard. Loc. cit., 2013
- ⁸² cf. Hersh, Seymour M. Loc. cit., 2014, p. 23
- ⁸³ *ibid.*
- ⁸⁴ *ibid.*
- ⁸⁵ *ibid.*
- ⁸⁶ Department of Defense (ed.). Information Report 14-L-0552/DIA/ 397, Washington D.C., September 16, 2012; www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2015/05/Pgs.-394-398-396-from-JW-v-DOD-and-State-14-812-DOD-Release-2015-04-10-final-version2.pdf
- ⁸⁷ Department of Defense (ed.). Information Report 14-L-0552/DIA/ 3, Washington D.C., October 5, 2012; www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2015/05/Pgs.-1-3-2-3-from-JW-v-DOD-and-State-14-812-DOD-Release-2015-04-10-final-version1.pdf
- ⁸⁸ cf. Acosta, Jim/Liptak, Kevin. Rice: United States is leading with «lethal and non-lethal» aid to Syria, CNN, June 6, 2014; <http://politicalticker.blogs.cnn.com/2014/06/06/rice-united-states-is-leading-with-lethal-and-non-lethal-aid-to-syria/> sowie Nimmo, Kurt. Susan Rice Admits U.S. Giving Arms to Al-Qaeda in Syria, *Infowars.com*, June 7, 2014; www.infowars.com/susan-rice-admits-u-s-giving-arms-to-al-qaedain-syria/
- ⁸⁹ cf. Anderson, Tim. Loc. cit., p. 223
- ⁹⁰ cf. Taylor, Rob. Pipeline Politics in Syria. You Can't Understand the Conflict Without Talking About Natural Gas, in: *Armed Forces Journal*, March 21, 2014; <http://armedforcesjournal.com/pipeline-politics-in-syria/>
- ⁹¹ cf. *ibid.*
- ⁹² cf. Scheben, Helmut. Syrien, ein Krieg um Gas und Öl, *Infosperber*, 2/12/15; www.infosperber.ch/Politik/Syrien-ein-Krieg-um-Gas-und-Oel/; Kessler, Olivier. Gewollte Eskalation? Aufblammender Konflikt zwischen Saudi-Arabien und dem Iran. Die Intensivierung des Konflikts zwischen Saudi-Arabien und dem Iran nützt vor allem den Saudis. Dadurch könnte die gemeinsame Bekämpfung des IS in Syrien ins Hintertreffen geraten, was im Interesse des saudischen Königshauses liegen dürfte, in: *Schweizerzeit – Bürgerlich-konservatives Magazin für Unabhängigkeit, Föderalismus und Freiheit* du 15/1/16; www.schweizerzeit.ch/cms/index.php?page=news/gewollte_escalation-2534; Orenstein, Mitchell A./Romer, George. Putin's Gas Attack. Is Russia Just in Syria for the Pipelines?, in: *Foreign Affairs*, 14/10/15; <https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2015-10-14/putins-gas-attack>, accessible sur: www.antiwarblog.info/2015/10/14/syrian-war-explainer-it-is-about-russian-and-american-block-rivalry/ ainsi que Hamer, Eberhard. Syrie: guerre de procarution vers la paix ou bien vers le chaos?, in: *Horizons et débats*, n° 2/3 du 3/2/14, www.zeit-fragen.ch/de/print/ausgaben/2014/nr-23-2812014/syrien-vom-stellvertreterkrieg-zum-frieden-oder-chaos.html
- ⁹³ cf. Scheben, Helmut. Loc. cit., Kessler, Olivier. Loc. cit. ainsi que Orenstein, Mitchell A./Romer, George. Loc. cit.
- ⁹⁴ cf. Hersh, Seymour M. Whose sarin?, in: *London Review of Books*, Vol. 35 No. 24, December 19, 2013, pp. 9–12; www.lrb.co.uk/v35/n24/seymour-m-hersh/whose-sarin/; Traduction française de cet article: Le sarin de qui?, in: *Horizons et débats*, n° 2/3 du 3/2/14; www.zeit-fragen.ch/de/print/ausgaben/2014/nr-23-2812014/wessen-sarin.html
- Paech, Norman. Sarin in Syrien; <http://norman-paech.de/app/download/5803871272/Sarin+in+Syrien+11-2015.pdf>, ders. Sarin in Syrien, in: *International*, IV/2015, S. 27–30; ders. Sarin in Syrien (1), in: *Ossietzky* 1/2016; www.sopos.org/aufsatz/56865875406f51.phtml, ders. Sarin in Syrien (2), in: *Ossietzky* 2/2016; www.sopos.org/aufsatz/56a0d55d9d8ac1.phtml; Scheben, Helmut. a. a. O. Corsi, Jerome R. Evidence: Syria gas attack work of U.S. allies. Contrary evidence arises as U.S. considers punishing Assad regime, in: *World Net Daily* (WND), August 26, 2013; www.wnd.com/2013/08/video-shows-rebels-launching-gas-attack-in-syria/; Berlekamp, Hinnerk. Auch die Rebellen haben Chemiewaffen. Die US-Regierung und ihre Verbündeten scheinen sich festgelegt zu haben: Das Assad-Regime ist für den Chemiewaffeneinsatz der vorigen Woche verantwortlich. Damit ignorieren sie Indizien, wonach auch die Rebellen über C-Waffen verfügen, in: *Berliner Zeitung* du 27/8/13; www.berliner-zeitung.de/politik/giftgas-in-syrien-auch-die-rebellen-haben-chemiewaffen-10808018.24134746.html ainsi que Hackensberger, Alfred. Die Beweise für den Einsatz von Giftgas sind dünn. Frankreich und die USA sehen es als bewiesen an, dass das Assad-Regime im syrischen Bürgerkrieg chemische Kampfstoffe einsetzt. Die Beweise aber sind dünn. Eine Spurensuche, in: *Die Welt* vom 9.7.2013; www.welt.de/politik/ausland/article117881245/Die-Beweise-fuer-den-Einsatz-von-Giftgas-sind-duenn.html
- ⁹⁵ cf. Taylor, Rob. Loc. cit.
- ⁹⁶ cf. Anonym. Islamischer Staat (Organisation) [https://de.wikipedia.org/wiki/Islamischer_Staat_\(Organisation\)](https://de.wikipedia.org/wiki/Islamischer_Staat_(Organisation))
- ⁹⁷ cf. The White House – Office of the Press Secretary (ed.). Statement by the President on ISIL, Washington D. C., September 10, 2014 <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/09/10/statement-president-isil-1>
- ⁹⁸ Joffe, Josef. Der Fluch des Iraks. Amerika zieht wieder in den Krieg. Die erste Runde ist einfach, in: *Die Zeit* n° 34 du 15/8/14; www.zeit.de/2014/34/isis-irak-usa
- ⁹⁹ cf. Ammann, Beat. Kritik in den USA. Obamas halbherziger Luftkrieg, in: *Washington Post* du 8/10/14; www.nzz.ch/international/diskussion-um-staerke-in-amerika-1.18399413
- ¹⁰⁰ Editorial Board. U.S. Air Campaign Against Islamic State isn't Achieving its Aims, in: *Washington Post*, October 7, 2014 https://www.washingtonpost.com/opinions/us-air-campaign-against-islamic-state-isnt-achieving-its-aims/2014/10/07/9999fff98-4e4a-11e4-babe-e91da079cb8a_story.html?hpid=z7
- ¹⁰¹ Joffe, Josef. Der Westen im Kampf gegen die Vergangenheit. Die Geschichte ist wieder da, in: *Neue Zürcher Zeitung* vom 2.12.2015; www.nzz.ch/feuilleton/die-geschichte-ist-wieder-da-ld.3367. Vgl. auch ders. Das Gesetz des Gemetzels. Der Westen wird den Terror nicht beseitigen. Aber er kann ihn mit Gewalt niederhalten, in: *Die Zeit*. Nr. 45 vom 13.11.2014, S. 3; www.zeit.de/2014/45/krieg-terror-kampf-westen
- ¹⁰² Joffe, Josef (Interviewter). Was macht die Welt? Vier Fragen an Josef Joffe, in: *Tagesspiegel* du 31/5/15; www.tagesspiegel.de/politik/vier-fragen-an-josef-joffe-was-macht-die-welt/11850396.html. Cf. aussi Bye-bye, Irak. Obama schreibt das Land ab und bombardiert den IS nur zögerlich, in: *Die Zeit*, n° 23 du 3/6/15; www.zeit.de/2015/23/islamischer-staat-irak-usa-zeitgeist sowie Lüders, Michael. Loc. cit., p. 101
- ¹⁰³ Joffe, Josef. Loc. cit., 2/12/15
- ¹⁰⁴ cf. Anonymous. Mikdad: US, Turkish agreement to arm and train terrorists means failure of de Mistura initiative, in: *Syrian TV*; www.syriaonline.sy/?f=Details&catid=12&pageid=14491. Siehe auch Anderson, Tim: a. a. O., S. 225f.
- ¹⁰⁵ Joffe, Josef. Kampf gegen den IS in Syrien: Die USA dürfen nicht mehr so halbherzig bombardieren. Der Westen kann den «Islamischen Staat» bezwingen: Wenn die Kosten des Terrors hochgetrieben werden – und Deutschland den Franzosen hilft. Ein Kommentar, in: *Der Tagesspiegel* du 20/11/15 www.tagesspiegel.de/politik/kampf-gegen-den-isis-in-syrien-die-usa-duerfen-nicht-mehr-so-halbherzig-bombardieren/12612150.html
- ¹⁰⁶ Lüders, Michael. Loc. cit., p. 133
- ¹⁰⁷ Kessler, Olivier. Loc. cit.
- ¹⁰⁸ cf. Inbar, Efraim. The Destruction of Islamic State is a Strategic Mistake, BESA Center Perspectives Paper No. 352, Begin-Sadat Center for Strategic Studies, Ramat Gan, August 2, 2016; <http://besacenter.org/perspectives-papers/destruction-islamic-state-strategic-mistake/>. In dieselbe Kerbe schlägt die Wochenzeitung *Die Zeit*, wo es heisst: «Im Kampf gegen den IS geht es nicht um Sieg, Eindämmung reicht», cf. Böhm, Andrea/Dausend, Peter/Thumann, Michael/Ulrich, Bernd. Koalition der Feinde. Ängste, Träume, Illusionen – was die Europäer im Kampf gegen den IS bewegt, in: *Die Zeit*, n° 49 du 28/12/15, p. 3; www.zeit.de/2015/49/islamischer-staat-krieg-assad-russland-usa. cf. aussi Joffe, Josef. Loc. cit., 13/11/14
- ¹⁰⁹ Inbar, Efraim. Loc. cit.
- ¹¹⁰ *ibid.*
- ¹¹¹ *ibid.*
- ¹¹² *ibid.*